Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503001-DE

Date de mise en ligne :

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DESDÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/25-03001

Date d'envoi de la convocation : 21 mai 2025

Nombre de membres en exercice = 13
Présents = 10
Votants =

RÉUNION DU 27 MAI 2025

Information sur les délégations du Conseil Municipal au Maire

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à vingt-heures-trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents :Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ,Renée GALL, Laurence GUERINET,Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, JoëlPASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT,formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRÈS donnant respectivement procuration à Herveline CABON et Gérard LE GUEN.
Absent : Jean-Claude LE BIDEL
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales JoëlPASCOËTa été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Raphaël RAPIN rappelle à l'assemblée, que par délibération en date du 24 juin 2020, complétée par la délibération du 21 mai 2021, le Conseil Municipal lui a donné délégation dans différents domaines, conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales. Conformément à l'article L2122-23 du même code, le maire informe l'assemblée des décisions prises dans le cadre de cette délégation :

FOURNISSEURS	OBJET	HT
SODIMAR	Numéros de maison	3 031.85 €
ACO	Pose de caisson d'extraction restaurant du Puits	1 230 €
ROUDAUT Jean-François	Travaux sacristie - Boiseries	3 731.04 €
INEO	Mise en conformité des réseaux électriques camping	17 590 €
MACE	Parafoudre église	847.21 €
Total		**26 430.10 €**

Monsieur le Maire informe que dans le cadre de ses délégations, il a été proposé à Maud LE QUÉRÉ de prendre la délégation de fonction « communication », ce qu'elle a accepté, de fait un arrêté a été pris en ce sens.

Le conseil municipal en prend note.
À Guissény, le 27 mai 2025
Pour extrait conforme au registre,

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance,
Joël PASCOËT

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250602-CM2503002_1-DE

Date de mise en ligne :

Guissény Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DESDÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/25-03002-1

Date d'envoi de la convocation : 21 mai 2025

Nombre de		membres
en exercice	= 13	
Présents	= 10	
Votants	= 12	

RÉUNION DU 27 MAI 2025

Composition des commissions et des désignations de représentations au sein de la commune.

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à vingt-heures-trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUÉRINET, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRÈS donnant respectivement procuration à Herveline CABON et Gérard LE GUEN.
Absent : Jean-Claude LE BIDEL
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. JoëlPASCOËT a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Monsieur le maire informe l'assemblée, qu'à la suite des démissions de 2 conseillères, il y a lieu de clarifier la représentation aux diverses commissions et instances externes. Il est proposé à l'assemblée de remplacer systématiquement dans les commissions le titulaire par le suppléant, et de choisir parmi les membres du conseil municipal des suppléants en remplacement.

1 - COMMISSIONS MUNICIPALES :

Se sont portés candidats aux commissions communales, les élus suivants :

NOM DE LA COMMISSION	MEMBRES
Commission Finances	***Présidée par Raphaël RAPIN,*** Herveline CABON, Laurence GUÉRINET, Gérard LE GUEN, Jean-Louis BONDU, Maud LE QUÉRÉ, Renée GALL et Jean-Yves ROUDAUT
Commission Délégation de services publics	***Présidée par Raphaël RAPIN,*** Herveline CABON, Laurence GUÉRINET et Jérémy JAFFRÈS.
Commission d'Appel d'offres	***Présidée par Raphaël RAPIN,*** Mickaël CONQ, Laurence GUÉRINET et Gérard LE GUEN.
Commission Employeur	***Présidée par Raphaël RAPIN,*** Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Renée GALL, Laurence GUÉRINET et Gérard LE GUEN.
Commission Familles, Enfance, jeunesse, écoles	***Portée par Herveline CABON***, Jérémy JAFFRES, Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALLet Mickaël CONQ.
Commission Travaux	***Portée par Monsieur Gérard LE GUEN,***Jean-Louis BONDU, Mickaël CONQ,Jean-Yves ROUDAUT et Herveline CABON
Commission Tourisme	***Portée par Renée GALL,*** Laurence GUÉRINET, Maud LE QUÉRÉ et Marie-Michelle LORGERÉ
Commission Associations, culture et sports	***Portée par Renée GALL,*** Mickaël CONQ, Jérémy JAFFRÈS, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERÉet Laurence GUERINET
Commission Urbanisme	***Portée par Jean-Louis BONDU,***Maud LE QUÉRÉ, Joël PASCOËT,Jean-Yves ROUDAUT et Jean-Claude LE BIDEL

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250602-CM2503002_1-DE

Date de mise en ligne :

Commission Communication	***Portée par Maud LEQUÉRÉ,*** Renée GALL et Laurence GUERINET
Commission Environnement	***Portée par Joël PASCOËT,*** Jean-Louis BONDU, Renée GALL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Jean-Yves ROUDAUT et Mickaël CONQ

Chaque élu, détenteur de la délégation et portant la commission, a toute latitude pour fixer l'ordre du jour des réunions et inviter des personnes extérieures pour entendre leur avis.

2 –MEMBRES DE DROIT DANS LES ASSOCIATIONS :

INTITULÉ	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Bibliothèque municipale	Renée GALL	Maud LE QUÉRÉ
Comité de jumelage	Herveline CABON	Renée GALL
Association des usagers du port du CURNIC (AUPC)	Joël PASCOET	Jean-Louis BONDU
Association Familles Rurales de Guissény - Comité de suivi de l'espace de vie sociale (EVS)	Herveline CABON Marie-Michelle LORGERÉ	Renée GALL Maud LE QUÉRÉ
Association « à domicile pour la danse contemporaine »	Raphaël RAPIN	Renée GALL

3 - COMMISSION RÉGLEMENTAIRE :

NOM DE LA COMMISSION	DÉLÉGUÉS
Centre Communal d'Action Sociale - CCAS	Raphaël RAPIN, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRES
Commission de contrôle de la régularité de la liste électorale	Titulaire : Laurence GUERINET Suppléante : Marie-Michelle LORGERÉ

Monsieur le maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT),
Suite à l'exposé du rapporteur et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour »,

Article 1 : Désigne et prend acte de la représentation ci-dessus,

Article 2 : Valide le mode de fonctionnementcomme présentée.

À Guissény, le 27 mai 2025
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance,
Joël PASCOËT

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503002_2-DE

Date de mise en ligne :

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DESDÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/25-03002-2

Date d'envoi de la convocation : 21 mai 2025

Nombre de membres en exercice = 13
Présents = 10
Votants = 12

RÉUNION DU 27 mai 2025

Composition des commissions et des désignations des représentations hors commune.

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à vingt-heures-trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUÉRINET, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRÈS donnant respectivement procuration à Herveline CABON et Gérard LE GUEN.
Absent : Jean-Claude LE BIDEL
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. JoëlPASCOËT a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Monsieur le maire informe l'assemblée, qu'à la suite des démissions de 2 conseillères, il y a lieu de clarifier la représentation aux diverses commissions et instances externes. Il est proposé à l'assemblée de remplacer dans les commissions en l'absence du titulaire, le suppléant devient titulaire, et de choisir parmi les membres du conseil municipal des suppléants en remplacement.

1 - COMMISSIONS COMMUNAUTAIRES :
Se sont portés candidats aux commissions communautaires de la Communauté LESNEVEN Côte des Légendes, les élus suivants :

COMMISSION	PRÉSIDENCE	VICE-PRÉSIDENCE	TITULAIRE OU SUPPLÉANT POUR GUISSÉNY
Finances Marchés Prospectives,Commande publique, Projet de territoire, Communication	C.BALCON	Pascal GOULAOUIC	T : Raphaël RAPIN S : Herveline CABON
Transition écologique et énergétique SPED, G4DEC, PCAET, Abattoir - SEBL	C.BALCON	Christophe BELE	T : Mickaël CONQ S : Joel PASCOET
Aménagement du territoire – Habitat – Transport– mobilité – PLUI-H – PLH - Gens du voyage, Trait de côte *(en lien avec R. PAUGAM)*	C.BALCON	Raphaël RAPIN	T : Jean-Louis BONDU S : Laurence GUERINET
Développement économique, agriculture, pêche, SDEF	C.BALCON	Pascal KERBOUL	T : Jean-Yves ROUDAUT S : Joël PASCOËT
Infrastructures et équipements communautaires, Travaux voirie bâtiments, Mégalis Bretagne	C.BALCON	R. PAUGAM	T : Mickaël CONQ S : Jean-Yves ROUDAUT
Environnement, Eau, assainissement, PLAV,Breizh bocage, GEMAPI, SAGE,espaces naturels	C.BALCON	René PAUGAM Pierre GUIZIOU	T : Joël PASCOËT S : Jean-Yves ROUDAUT

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503002_2-DE

Date de mise en ligne :

Tourisme – OT – Meneham – Culture - Evénementiel	C.BALCON	Christian COLLIOU	T : Renée GALL S :Laurence GUERINET
Cohésion sociale et services à la population Solidarité, CIAS, MSAP, Emploi et insertion professionnelle, Enfance, jeunesse	C.BALCON	Cécile GALLIOU Yves QUINQUIS	T : Herveline CABON S : Marie-Michelle LORGERE

2 - REPRESENTATIONS AUX ORGANISMES EXTERIEURS :

Se sont portés candidats aux commissions communautaires de la Communauté Lesneven Côte des Légendes, les élus suivants :

INTITULÉ	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
EPCC EMPACL « École de musique du Pays des Abers Côte des Légendes »	Renée GALL	Herveline CABON
EPIC Tourisme en Côte des Légendes	Renée GALL	Laurence GUERINET
Conseil d'exploitation « Eau / Assainissement collectif / Assainissement non collectif »	Gérard LE GUEN	Mickaël CONQ
Comité National d'Action Sociale (**CNAS**) *Représentant collège « agents » : **Monique CONGAR***	Herveline CABON	Renée GALL
Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement (**SDEF29**)	Maud LEQUERE Gérard LE GUEN	Jérémy JAFFRES Mickael CONQ
Correspondant.e**Défense**	Jean-Claude LE BIDEL	Raphaël RAPIN
Référent.e « Électricité » » auprès d'**ENEDIS**	Mickaël CONQ	Joel PASCOET
Référent.e**RGPD**	Jean-Louis BONDU	Maud LE QUÉRÉ
Référent.e**Sécurité routière**	Jean-Claude LE BIDEL	Raphaël RAPIN
Référent.e **VIGIPOL**	Gérard LE GUEN	Jean-Louis BONDU
CAUE - Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement	Jean-Louis BONDU	Gérard LE GUEN
FIA - Finistère Ingénierie Assistance	Jean-Louis BONDU	Gérard LE GUEN
ENER'GENCE	Mickael CONQ	Gérard LE GUEN
Art dans les chapelles - Arz e Chapeliou	Renée GALL	Marie-Michelle LORGERE
Association « La Trans-léonarde »	Raphaël RAPIN	Renée GALL
BMa – Brest Métropole aménagement	Raphaël RAPIN	Jean-Louis BONDU
Référent.e **PARTICIPATION CITOYENNE**	Renée GALL	Raphaël RAPIN

Monsieur le maire,rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT),
Suite à l'exposé du rapporteur et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour »,

Article 1 : Désigne et prend acte de la représentation ci-dessus.

Article 2 : Accepte de transmettre aux diverses instances cette désignation comme indiquée.

À Guissény, le 27 mai 2025

Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance,
Joël PASCOËT

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503003-DE

Date de mise en ligne :

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY
N°CM/25-03003
Date d'envoi de la convocation : 21 mai 2025

Nombre de membres en exercice	= 13
Présents	= 10
Votants	= 12

RÉUNION DU 27 MAI 2025

Modification des statuts de l'EPCC

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à vingt-heures-trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUÉRINET, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRÈS donnant respectivement procuration à Herveline CABON et Gérard LE GUEN.
Absent : Jean-Claude LE BIDEL
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. JoëlPASCOËT a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame Renée GALL, adjointe au maire, informe que l'EPCC, lors du conseil d'administration en date du 20 mars dernier, a approuvé les modifications de ses statuts.

Les modifications portent essentiellement sur le retrait du dernier paragraphe de l'article 6 et l'ajout d'une phrase à l'article 21, précisant le maintien du montant des dotations au-delà de l'année 2027si les communes membres ne se mettent pas d'accord sur d'autres montants que ceux définis.

Il est demandé à l'assemblée de valider les nouveaux statuts tel que présenté en annexe 1.

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour »,

Article 1 : Valide les nouveaux statuts de l'EPCC.

À Guissény, le 27 mai 2025
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance,
Joël PASCOËT

Annexe 1 - CM25-03.

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503003-DE

STATUTS

approuvés lors du CA du 20 mars 2025

TITRE Ier - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er – Création

Il a été créé les communes, sièges des sites d'enseignement de l'école de musique territoriale, de Guissény, Lannilis, Lesneven, Plabennec et Plouguerneau, un établissement public de coopération culturelle (EPCC) régi notamment par les articles L1431-1 et suivants, et les articles R1431-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT), et par les présents statuts.
La commune de Landéda a intégré cet EPCC en décembre 2014.
La commune de Kerlouan a intégré cet EPCC en février 2022.
Il jouit de la personnalité morale depuis le 06 décembre 2012.
Créé à l'origine pour promouvoir les pratiques musicales, il s'autorise à promouvoir d'autres esthétiques artistiques et actions culturelles.

Article 2 – Dénomination et siège de l'établissement

L'établissement public de coopération culturelle a été dénommé à son origine *EPCC Ecole de Musique du Pays des Abers - Côte des Légendes*. Son appellation a changé par décision de son conseil d'administration le 02 février 2022. Il est dénommé *Musiques & Cultures*.
Il a son siège social 64, rue de la Marne, 29200 Lesneven.
Son siège administratif est situé 1, place de l'auditoire, 29870 Lannilis.
Il peut transférer son siège en tout autre lieu par décision du conseil d'administration prise à la majorité des deux tiers de ses membres.

Article 3 – Qualification juridique

Musiques & Cultures est un EPCC à caractère industriel et commercial.
Il s'administre librement dans les conditions prévues par les présents statuts, et par les lois et règlements qui lui sont applicables.

Article 4 – Missions

Musiques & Cultures a pour missions :
- offrir aux usagers des enseignements culturels accessibles en termes géographique, social et de lisibilité ;
- allier pratique loisir, qualité et progression en proposant des parcours individualisés d'enseignement aux formes d'évaluation adaptées ;
- prodiguer des enseignements culturels diversifiés grâce à une offre riche et variée de disciplines et de genres, pour former des artistes amateurs ;
- favoriser et généraliser la pratique collective des enseignements culturels et développer la diffusion hors les murs ;
- développer une politique envers les jeunes ;
- renforcer les pratiques culturelles par des masters class, stages, assistance à des spectacles professionnels, rencontres avec des artistes, résidences ;
- participer et soutenir les animations du territoire, notamment par le prêt de matériels.

Il peut délivrer des diplômes propres à l'établissement.

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503003-DE

Article 5 – Durée

Musiques & Cultures est constitué sans limitation de durée.
Il pourra être dissout et liquidé dans les conditions définies par les dispositions de l'article 6.

Article 6 – Entrée, retrait et dissolution

Les règles d'entrée dans *Musiques & Cultures* sont fixées à l'article R1431-3 du code général des collectivités territoriales.
Les règles de retrait et de dissolution sont fixées par les articles R1431-19 et R1431-20 du même code. En cas de dissolution de *Musiques & Cultures*, la liquidation s'opère dans les conditions prévues à l'article R 1431-21 du même code.

TITRE II - ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Article 7 – Organisation générale

Musiques & Cultures est administré par un conseil d'administration (CA) et son Président.
Il est dirigé par un directeur, assisté par un conseil technique pédagogique (CTP).

Article 8 – Composition du CA

Le conseil d'administration est composé comme suit :
Collège public
2 sièges par collectivité publique, membre de *Musiques & Cultures*.
Collège privé : 8
- 2 personnalités qualifiées dans les domaines de compétence de *Musiques & Cultures* ;
- 3 représentants des personnels de *Musiques & Cultures* ;
- 3 représentants des usagers (usagers majeurs ou parents d'usagers).

Un bureau exécutif peut être mis en place pour faciliter le suivi de *Musiques & Cultures*. Il peut être composé d'un président, d'un vice-président, d'un trésorier et d'un trésorier adjoint, d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint. Ce bureau exécutif sera élu à la majorité des deux tiers, pour une durée de trois ans, renouvelable.

8.1– Représentants des collectivités publiques

Chaque collectivité publique membre de *Musiques & Cultures* désigne au sein de son assemblée délibérante ses représentants au CA. Les membres du collège public sont désignés pour la durée de leur mandat électif restant à courir.

8.2 – Personnalités qualifiées

Les personnalités qualifiées sont désignées conjointement par les collectivités publiques pour une durée de trois ans, renouvelable.

8.3.- Représentants des personnels et des usagers

Les représentants des personnels sont élus pour une durée de trois ans, renouvelable.
Les représentants des usagers sont élus pour une durée de trois ans, renouvelable.
Les modalités d'élection des représentants des personnels et des usagers sont fixées par le règlement intérieur du fonctionnement des instances de *Musiques & Cultures*, adopté par le CA.

8.4 – Empêchement des membres désignés ou élus du CA

En cas de vacances, pour quelque cause que ce soit, survenant plus de six mois avant l'expiration du mandat des membres prévus au 8.2 et 8.3 ci-dessus, un autre représentant est désigné ou élu dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.
Pour chacun des représentants élus des personnels et des usagers, un suppléant est élu dans les

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503003-DE

mêmes conditions que le titulaire, et pour la même durée.
En cas d'indisponibilité de son suppléant, un membre élu du CA peut donner mandat à un autre membre du CA pour représenter à un CA.
En cas d'indisponibilité, un membre désigné du CA peut donner mandat à un autre membre du CA pour le représenter à un CA.
Chaque membre du CA, élu ou désigné, ne peut recevoir plus d'un mandat.

8.5 – Gratuité des membres désignés ou élus du CA
Les membres du CA exercent leurs fonctions à titre gratuit. Toutefois, ces fonctions ouvrent droit aux indemnités de déplacement et de séjour prévues par la réglementation en vigueur.
Les membres du CA ne peuvent prendre ou conserver aucun intérêt, ni occuper aucune fonction dans les entreprises traitant avec *Musiques & Cultures*, pour des marchés de travaux, de fournitures ou de prestations, ni assurer des prestations pour ces entreprises.

Article 9 – Réunion du CA
Le CA se réunit sur convocation de son Président, qui en fixe l'ordre du jour. Il se réunit au moins trois fois par an. La convocation d'un CA est de droit lorsqu'elle est demandée par la moitié au moins de ses membres, élus ou désignés.
Le CA ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.
Si le quorum n'est pas atteint, le CA est de nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai maximum de huit jours. Il délibère alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.
Les délibérations sont prises à la majorité des voix.
En cas de partage égal des voix, la voix du Président est prépondérante.
Le Directeur, sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion, participe au CA avec voix consultative.
Le Président peut inviter au CA toute personne dont il juge la présence utile en fonction de l'ordre du jour, mais sans qu'elle puisse prendre part au vote.

Article 10 – Attributions du CA
Le CA délibère notamment sur :
1° Les orientations générales de la politique de *Musiques & Cultures* ;
2° Le projet d'établissement (qui précise l'organisation des parcours d'étude) après avis favorable du CTP, et le règlement intérieur du fonctionnement des instances de *Musiques & Cultures* ;
3° Le budget et ses modifications ;
4° Le compte financier et l'affectation des résultats de l'exercice ;
5° La tarification des enseignements et des prestations ;
6° Les créations, modifications et suppressions d'emplois permanents ;
7° Les projets d'achat ou de prise à bail d'immeubles et, pour les biens dont *Musiques & Cultures* est propriétaire, les projets de ventes et de baux d'immeubles ;
8° Les conditions de mise à disposition des locaux des collectivités territoriales à *Musiques & Cultures* ;
9° Les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés ;
10° Les emprunts, prises, extensions et cessions de participations financières ;
11° L'acceptation ou le refus des dons et legs ;
12° Les actions en justice, et les conditions dans lesquelles certaines d'entre elles peuvent être engagées par le Directeur ;
13° Les suites à donner aux observations consécutives aux inspections, contrôles ou évaluations dont *Musiques & Cultures* fait l'objet.

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503003-DE

14° Les transactions.
Il détermine les catégories de contrats, conventions et transactions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au Directeur. Celui-ci rend compte, lors de la plus prochaine séance du CA, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.

Article 11 – Le Président du CA
Le Président du CA est élu par celui-ci en son sein, à la majorité des deux tiers, pour une durée de trois ans, renouvelable.
Il peut être assisté d'un Vice-président, désigné dans les mêmes conditions.
Il préside le CA, qu'il convoque au moins trois fois par an, et dont il fixe l'ordre du jour.
Le Président nomme le Directeur de *Musiques & Cultures*, dans les conditions prévues à l'article L. 1431-5 et R. 1431-10 du CGCT.
Il peut déléguer sa signature au Vice-Président et au Directeur.

Article 12 – Le Directeur
12.1 – Désignation du Directeur
Les collectivités publiques représentées au CA procèdent à un appel à candidatures en vue d'établir une liste de candidats à la mission de Directeur. Après réception des candidatures, elles établissent cette liste à l'unanimité.
Au vu des projets pédagogiques, artistiques et culturels présentés par chacun des candidats, le CA adopte, à la majorité des deux tiers de ses membres, une proposition sur le ou les candidats de son choix.
Le Président du CA nomme le Directeur parmi la liste de candidats établie par les collectivités publiques représentées au CA, sur la proposition de cet organe.

12.2 – Mandat
La durée du mandat du Directeur est de trois ans.
Ce mandat est renouvelable par période de trois ans.

12.3 - Évaluation et renouvellement
Un an avant le terme de son mandat, le Directeur présente au CA un rapport sur la mise en œuvre de son projet, et fait officiellement connaître, à cette occasion, sa volonté de poursuivre ou non son mandat en présentant, le cas échéant, un nouveau projet.
Après évaluation du rapport et présentation et analyse du nouveau projet d'orientation du directeur, et au plus tard six mois avant l'échéance du mandat en cours, le CA informe le Directeur de sa décision relative au renouvellement de son mandat. Cette décision est, comme pour la nomination, prise à la majorité des 2/3. Elle est notifiée au Directeur par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise en main propre.
Lorsque le mandat est renouvelé, le contrat du Directeur fait l'objet d'une reconduction expresse par la voie d'un avenant, pour une durée de 3 ans, équivalente à celle du mandat.
Lorsque le mandat n'est pas renouvelé, le CA décide du recrutement d'un nouveau Directeur selon la procédure définie à l'article 12.1.

12. 4 – Attributions
Le Directeur assure la direction de l'établissement. A ce titre :
1° Il élabore et met en œuvre le projet pédagogique et culturel pour lequel il a été nommé et rend compte de l'exécution de ce projet au CA ;
2° Il s'assure de l'exécution des programmes d'enseignement de *Musiques & Cultures* ;
3° Il délivre les diplômes propres à *Musiques & Cultures* ;

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503003-DE

4° Il assure le bon fonctionnement de *Musiques & Cultures*, le respect de l'ordre, et il exerce le pouvoir disciplinaire ;
5° Il est l'ordonnateur des recettes et des dépenses de *Musiques & Cultures* ;
6° Il prépare le budget et ses décisions modificatives et en assure l'exécution ;
7° Il assure la direction de l'ensemble des services. Il a autorité sur l'ensemble du personnel, recrute et nomme aux emplois de *Musiques & Cultures* ;
8° Il passe tous actes, contrats et marchés, dans les conditions définies par le CA ;
9° Il représente *Musiques & Cultures* en justice et dans tous les actes de la vie civile. Pour l'exercice de ses attributions, il peut déléguer sa signature à un ou plusieurs membres du personnel placés sous son autorité.

12. 5 – Règles particulières relatives au Directeur
Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec un mandat électif dans l'une des collectivités publiques membres de *Musiques & Cultures* et avec toute fonction dans un groupement qui en est membre, ainsi qu'avec celle~~s~~ de membre du CA de *Musiques & Cultures*.
Le Directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans les entreprises en rapport avec *Musiques & Cultures*, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte, à l'exception des filiales de *Musiques & Cultures*.
Le manquement à ces règles est un motif de révocation.

12. 6 – Révocation
Le Directeur de *Musiques & Cultures* ne peut être révoqué que pour faute grave. Dans ce cas, sa révocation est prononcée à la majorité des deux tiers des membres du CA.

Article 13 – Sanctions disciplinaires
La composition et les modalités de fonctionnement du conseil de discipline sont fixées par le règlement intérieur de fonctionnement des instances de *Musiques & Cultures*.
Les sanctions disciplinaires applicables aux usagers sont l'avertissement, le blâme, l'exclusion de *Musiques & Cultures* pour une durée déterminée, et l'exclusion définitive de *Musiques & Cultures*.
Aucune sanction ne peut être prononcée sans que l'usager, ou son représentant légal, ait été mis à même de présenter ses observations. Sauf pour l'avertissement et le blâme, le Directeur statue au vu de l'avis rendu par le conseil de discipline, après audition, par cette instance, de l'intéressé.

Article 14 – Conseil technique pédagogique (CTP)
14.1 – Composition
Le CTP de l'établissement est composé des membres de droit, élus, et désignés.
Membres de droit : le Directeur ; les coordinateurs pédagogiques de *Musiques & Cultures*.
Membres élus : 2 représentants des personnels, élus pour une période de trois ans, renouvelable ; 2 représentants des usagers (majeurs ou représentants légaux) élus pour une période de trois ans, renouvelable ;
Membres désignés (éventuellement) : 2 personnalités qualifiées appartenant au milieu professionnel concerné, désignées pour une période renouvelable de trois ans par le CA.

14.2 – Fonctionnement
Le CTP peut inviter à participer à ses séances, avec voix consultative, toute personne dont il juge la présence utile.
Le règlement intérieur de fonctionnement des instances de l'établissement détermine les modalités d'élection des membres élus du CTP.
Les fonctions de membre élu du CTP sont exercées à titre gratuit.
Les fonctions de membre de droit du CTP sont exercées à titre salarié.

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503003-DE

14.3 – Attributions
Le CTP est consulté sur toutes les questions touchant aux propositions artistiques, culturelles et pédagogiques de *Musiques & Cultures*. Il se réunit au moins quatre fois par an à l'initiative du Directeur, ou à la demande de la moitié de ses membres.
Les rapports du CTP sont présentés en CA, par le Directeur ou n'importe quel autre membre du CTP, invité au CA.

Article 15 – Régime juridique des actes
Les délibérations du CA ainsi que les actes à caractère réglementaire de *Musiques & Cultures* font l'objet d'une publicité par voie d'affichage aux sièges social et administratif de *Musiques & Cultures*, et par publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département du Finistère.
Sous réserve des dispositions qui précèdent, les dispositions du titre III du livre I de la troisième partie du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle de légalité et au caractère exécutoire des actes des autorités départementales sont applicables à *Musiques & Cultures*.

Article 16 – Transactions
Musiques & Cultures est autorisé à transiger, dans les conditions fixées aux articles 2044 à 2058 du code civil, en vue de mettre fin aux litiges l'opposant à des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé.
Les transactions sont conclues par le Directeur.

TITRE III – REGIME FINANCIER ET COMPTABLE

Article 17 – Dispositions générales
Les dispositions des chapitres II et VII du titre unique du livre VI de la première partie de la partie législative du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle budgétaire et aux comptables publics sont applicables à *Musiques & Cultures*, ainsi que les dispositions des articles R. 2221-35 à R. 2221-52 du même code.

Article 18 – Le budget
Le budget est adopté chaque année par le CA dans les délais légaux.

Article 19 – Le comptable
Les comptables de *Musiques & Cultures* sont des comptables du Trésor Public. Ils sont désignés par le responsable du service de gestion des collectivités (SGC) dont dépend l'EPCC.

Article 20 – Régies d'avances et de recettes
Le Directeur peut, par délégation du CA, et sur avis conforme du responsable du SGC dont dépend *Musiques & Cultures*, créer des régies de recettes, d'avances et de recettes, et d'avances, soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R. 1617-1 à R. 1617-18 du CGCT.

Article 21 : Contributions des collectivités publiques membres de *Musiques & Cultures*
L'article R1431-2 du code général des collectivités territoriales rappelle que les statuts doivent prévoir les apports respectifs et la part respective des contributions financières de chacune des collectivités publiques membres.
Musiques & Cultures est un outil de coopération politique pour la gestion d'un service culturel d'intérêt général. Cet EPCC a besoin de stabilité, d'une visibilité financière à moyen terme, pour permettre l'existence durable et le développement de son projet sur le territoire.
Les collectivités publiques membres de *Musiques & Cultures* s'engagent à apporter les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions et de son projet pédagogique, ceux-ci ne

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503003-DE

concernant que l'ensemble des propositions musicales. En conséquence, toutes les autres propositions ou prestations doivent obligatoirement s'équilibrer.

La contribution financière est définie par chaque commune membre pour une période de 3 ans, pour garantir aux usagers une continuité d'apprentissage, et aux enseignants la lisibilité d'un engagement politique.
Pour les années 2025 à 2027, les collectivités publiques membres s'engagent à verser respectivement :

- pour la commune de Guissény 20 000€ ;
- pour la commune de Kerlouan 8 000€ ;
- pour la commune de Landéda 21 000€ ;
- pour la commune de Lannilis 49 000€ ;
- pour la commune de Lesneven 64 000€ ;
- pour la commune de Plabennec 53 000€ ;
- pour la commune de Plouguerneau 50 000€.

Les collectivités publiques membres s'engagent à redéfinir avant le 15 juin 2027 le montant de leurs contributions financières respectives pour les années 2028 à 2030.
A défaut, les montants ci-dessus continueront à s'appliquer.

Ces contributions sont appelées auprès des collectivités publiques membres pour moitié les 15 janvier et 15 juin de chaque année.
Ces contributions statutaires sont distinctes des opérations spécifiques ou ponctuelles qui pourraient être menées par *Musiques & Cultures*, et qui feraient l'objet de subventions dédiées.

Si une nouvelle collectivité publique souhaitait intégrer *Musiques & Cultures*, sa participation financière annuelle serait calculée sur la base de 7,65€/habitant (dernier chiffre INSEE connu).

Les mises à disposition gratuites de locaux pour les missions d'enseignement et d'administration sont une évidence, puisque *Musiques & Cultures* participe pleinement au développement de la politique culturelle de chaque collectivité publique membre. En conséquence, aucun contrôle périodique des locaux ne peut être imputé à *Musiques & Cultures*. Pour éviter une consommation excessive des fluides, une limite de consommation peut être fixée dans le cadre d'une convention, toute consommation au-delà de cette limite restant à la charge de *Musiques & Cultures*.

Article 22 – Date d'application des présents statuts
Ces nouveaux statuts seront applicables une fois enregistrée en Préfecture et publiée la délibération du Conseil d'administration de *Musiques & Cultures* validant ces nouveaux statuts, faisant suite à la délibération favorable de l'ensemble des collectivités publiques membres de *Musiques & Cultures*.

Envoyé en préfecture le 28/05/2025
Reçu en préfecture le 28/05/2025
Publié le 28/05/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503004-DE

Date de mise en ligne :

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DESDÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/25-03004

Date d'envoi de la convocation : 21 mai 2025

Nombre de membres en exercice	= 13
Présents	= 10
Votants	= 12

RÉUNION DU 27 MAI 2025

Lotissement du NOGUEL 2 – Prise en compte du tableau de référence des plafonds de ressources du PTZ de 2024 au lieu de 2023

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à vingt-heures-trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUÉRINETGérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, JoëlPASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT,formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRÈS donnant respectivement procuration à Herveline CABON et Gérard LE GUEN.
Absent : Jean-Claude LE BIDEL
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. JoëlPASCOËT a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire, explique que par délibération en date du 19 décembre dernier (CM24-05026), le conseil municipal s'est prononcé pour la mise en place d'un règlement intérieur pour la commercialisation des terrains mis en vente au Noguel 2.

Concernant les lots à prix aidés – points 4.1 du règlement, le tableau de référence des plafonds de ressources du prêt à taux zéro PTZ retenus étaient ceux de 2023.

Il vous est proposé de prendre en compte le tableau de référence de 2024 (source : Journal Officiel du 2 avril 2024- décret n°2024-304)

Depuis la mise en vente des lots du lotissement (pour rappel première période du 2 février au 11 avril), 17 dossiers ont été retirés, 4 dossiers complétés ont été réceptionnés par la commune, depuis 2 autres dossiers ont été réceptionnés, ce qui porte à un total de 6 qui se décomposent comme suit:

Lots tarif aidé: 6 lots

Numéro du lot	Prénom et Nom	Date de réception du dossier
Lot n° 8	Damien HAM	8 avril 2025
Lot n° 5	Delphine KELSH	10 avril 2025
Lot n° 16	Quentin LORGERÉ	12 avril 2025
Lot n° 11	Inès LE GALL	16 mai 2025
Lot n° 1	Aurélie DEREUMAUX	17 avril 2025

Autres lots : 14 lots

Numéro du lot		Date de réception du dossier
Lot n° 9	Jonathan VAN OCKLE et Quentin VAN OCKLE	10 avril 2025

Envoyé en préfecture le 28/05/2025
Reçu en préfecture le 28/05/2025
Publié le 28/05/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503004-DE

Date de mise en ligne :

Monsieur le Maire propose de prolonger dans les mêmes délais, l'ouverture à la vente pour les lots aidés. Il convient cependant, compte tenu du nombre de lots restants, de faire une publicité.

Afin d'éviter toute spéculation, et souhaitant la construction de résidences principales, comme précisé dans le règlement intérieur, il sera mentionné dans l'acte de vente que si dans les 5 ans le projet n'est pas en parfait achèvement, le terrain sera revendu exclusivement à la mairie.

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour »,

Article 1 : Décide de modifier le règlement intérieur et de retenir les plafonds du PTZ zone C de 2024.
Article 2 : Accepte que cette règle soit applicable à l'ensemble des personnes qui ont déposés un dossier.
Article 3 : Autorise le maire à faire une publicité des lots restants.
Article 4 : Accepte de rajouter une close, qui sera mentionné aux futurs acquéreurs, précisant que si dans les 5 ans le projet n'est pas en parfait achèvement, le terrain reviendra à la commune.

À Guissény, le 27 mai 2025
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance,
Joël PASCOËT

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503005-DE

Date de mise en ligne :

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/25-03005

Date d'envoi de la convocation : 21 mai 2025

Nombre de membres		
en exercice	= 13	
Présents	= 10	
Votants	= 12	

RÉUNION DU 27 MAI 2025

Projet SCoT du Pays de Brest

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à vingt-heures-trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUÉRINET, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRÈS donnant respectivement procuration à Herveline CABON et Gérard LE GUEN.

Absent : Jean-Claude LE BIDEL

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. JoëlPASCOËT a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Jean-Louis BONDU, adjoint au maire en charge du « cadre de vie, économie et urbanisme » explique qu'en application de l'article L 143-20 du code de l'urbanisme, les communes du Pays de Brest sont consultées pour avis sur le Projet SCoT.

Le Schéma de Cohérence Territoriale constitue un document stratégique de planification visant à organiser l'aménagement d'un territoire sur le long terme. Il aborde une multitude de thématiques, telles que le logement, la gestion foncière, le développement économique, la préservation de l'environnement, la gestion de la ressource en eau, ainsi que les risques naturels et technologiques. Ce schéma se compose d'un Projet d'Aménagement Stratégique (PAS), qui incarne le projet politique, et d'un Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO), incluant prescriptions, recommandations et diverses annexes. Le SCOT se veut intégrateur, assurant la cohérence entre les différentes législations et documents de planification supérieurs, charge au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et de l'Habitat (PLUIH) d'être compatible avec ces directives.

Prescrit en avril 2019, le projet de révision du SCOT a été arrêté le 7 février 2025. Cette révision poursuit un double objectif :

- Intégrer le périmètre de la communauté de communes de Pleyben, Châteaulin et Porzay,
- Prendre en compte les nouvelles législations, notamment la loi Climat et Résilience. Cette dernière a fortement influencé l'élaboration du document, en particulier par son objectif de tendre vers le Zéro Artificialisation Nette (ZAN) et l'intégration de la territorialisation du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET).

Conformément à l'article L141-1 du Code de l'urbanisme, les Personnes Publiques Associées (PPA) sont consultées sur le projet de SCOT arrêté. Parmi elles figurent l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale, les communes, les chambres consulaires, les autorités organisatrices de la mobilité, les autorités environnementales, les autorités compétentes en matière de gestion des risques naturels et technologiques, ainsi que d'autres personnes publiques concernées par les enjeux territoriaux. À compter du 24

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503005-DE

février 2025, date de transmission des éléments, chaque PPA dispose de trois mois pour émettre un avis. En l'absence d'avis, celui-ci est réputé favorable.

Il est essentiel de souligner l'importance de la concertation menée dans le cadre de ce SCOT, impliquant les collectivités (via des COPIL et COTECH), les PPA (à travers plusieurs réunions), ainsi que les habitants et associations du territoire (par le biais de réunions publiques et d'expositions). Cette concertation a permis de partager largement les enjeux liés à cette élaboration.

Cette révision, fruit de plusieurs années de travail, a entraîné des modifications significatives sur diverses composantes de l'aménagement. Voici les évolutions majeures ou impactantes pour l'aménagement de notre territoire :

- ***Trajectoire vers le Zéro Artificialisation Nette :*** Par rapport à la période de référence 2011-2021, le SCOT fixe une trajectoire de réduction de la consommation d'espace globale de -40 % entre 2021 et 2031, conformément aux dispositions du SRADDET Bretagne. La réduction de l'artificialisation des sols sera de -60 % entre 2031 et 2041, et de -80 % entre 2041 et 2051. À l'échelle de la Communauté Lesneven Côte des Légendes, le compte foncier pour la période 2021-2046 s'établit à 121 hectares, dont 67 hectares pour la période 2021-2031 et 54 hectares pour la période 2031-2046. Ce foncier doit répondre aux besoins en habitat, en économie et infrastructures/équipement, sans que soit précisé la répartition par secteur.

Pour atteindre ces objectifs, les densités et la part du renouvellement urbain ont été fortement revues à la hausse. Les densités moyennes passent de 18 logements à l'hectare à 30 logements à l'hectare pour la période 2031-2046. Le pôle principal devra atteindre 35 logements, les pôles d'appui 30, et les petites communes entre 20 et 25 logements. Ces nouvelles densités nécessiteront une réflexion approfondie sur l'urbanisme afin de les rendre acceptables par les habitants et de maintenir l'attractivité du territoire.

- ***Révision des Objectifs de Croissance Démographique et de Production de Logements :*** L'objectif de croissance démographique retenu dans le projet de SCOT est une moyenne de +0,25 % par an à l'échelle du Pays de Brest, contre +0,45 % par an dans le SCOT approuvé en 2018. Cette diminution prend en compte l'impact du vieillissement de la population. Les objectifs sont différenciés entre les EPCI pour refléter les dynamiques territoriales, avec un choix politique fort qu'aucune EPCI n'affiche un objectif d'évolution démographique négative, impliquant ainsi une solidarité territoriale. Pour la CLCL, les projections tablent sur une croissance de l'ordre de 0,15 %, cohérente avec les dynamiques actuelles.

La réduction des objectifs démographiques impacte le nombre de logements à produire annuellement, passant de 170 à 110 logements par an. Cette réduction se justifie également par un phénomène de transition démographique à compter de 2035, qui devrait libérer un nombre conséquent de grands logements.

Autre conséquence de ce phénomène, le SCOT préconise de produire entre 66 % et 75 % de T3 ou moins dans les futures opérations. Cette logique d'obligation de production de petits logements que l'on retrouve d'ores et déjà dans certaines OAP du PLUIH trouve pleinement son sens au regard de ces projections démographiques.

- ***Développement d'un Chapitre Maritime et Littoral :*** Ce chapitre traite des vocations des différents secteurs de l'espace maritime et des conditions de compatibilité entre les usages. Six secteurs maritimes ont été définis : la baie de Douarnenez, les pointes de la Presqu'île, la rade de Brest, la mer d'Iroise, les abers et la côte des légendes. Sur la CLCL, les activités de plaisance, nautisme, randonnée, activités balnéaires, pêche à pied et pêche embarquée des algues sont mises en avant, avec des principes de compatibilité entre les activités pour un développement harmonieux.
- ***Précision du Risque de Submersion Marine à l'Horizon 2100 :*** Le DOO contient des cartes montrant l'importance de l'aléa sur les différentes intercommunalités du Pays de Brest en cas de grosse tempête combinée à un grand coefficient de marée et une élévation du niveau de la mer estimée à 1 mètre à l'horizon 2100.

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503005-DE

Date de mise en ligne :

La CLCL s'inscrit pleinement dans cette dynamique, ayant d'ores et déjà satisfait aux objectifs du SCOT en validant sa stratégie de gestion du trait de côte dès 2023. Actuellement, elle élabore une carte d'érosion du trait de côte à 30 et 100 ans, en complément de cette stratégie. Les cinq communes littorales se sont conformées au décret 2023-698., dont quatre sur une base volontaire, témoignant ainsi de l'engagement des élus locaux face aux enjeux des risques littoraux. Cette initiative, à l'échelle du SCOT, résonne particulièrement auprès des élus de la CLCL.

- **Le développement d'un chapitre dédié à la ressource en eau**, traitant à la fois de l'amélioration de sa qualité, de la sécurisation de l'alimentation en eau potable, de l'économie de la ressource et de l'amélioration des systèmes d'assainissement ;
- **Le développement d'un chapitre dédié à l'énergie**, avec notamment des prescriptions par type de filières de production d'énergies renouvelables ;
- **Une déclinaison de la trame verte et bleue en six sous-trames** (boisements, bocage, cours d'eau, zones humides, landes et milieux littoraux) et une cartographie de la trame noire ; Au-delà des cartes affichées dans le SCOT, chaque EPCI pourra, au regard des connaissances locales, venir compléter ce travail sur les différentes sous trames.
- ***Le développement d'un chapitre lié au patrimoine bâti,*** ciblant notamment les édifices ne faisant pas aujourd'hui l'objet d'une mesure de protection (monument historique, site patrimonial remarquable...), dans l'idée de permettre leur adaptation éventuelle aux besoins et aspirations d'aujourd'hui tout en préservant les éléments qui leur donne leur caractère architectural ou patrimonial.
- ***Le volet « Loi littoral »***a également connu une évolution suite à différents jugements sur le SCOT ou PLUIH du pays de Brest. Sans révolutionner ce volet, cela s'est traduit par une simplification de la définition de la notion de village. La CLCL accueille positivement ces évolutions puisque le SCOT reconnait maintenant le village de Pénity sur la commune de Goulven comme un village densifiable.
- ***Volet Commerce :*** Des précisions ont été apportées sur les activités gérées ou non par le SCOT, ainsi que sur la réglementation de nouveaux modes de commercialisation (DarkKitchen, Dark Store, etc.). Des précisions ont également été apportées pour la zone de Croaz Ar Road, implantée sur les communes de Lesneven et Ploudaniel.

La CLCL souligne la qualité du travail réalisé dans l'élaboration de ce projet de SCOT, construit de manière partenariale tout au long de la procédure, tant sur le plan technique que politique. Ce projet permet ainsi d'appréhender de façon très transversale l'ensemble des thématiques liées à l'aménagement du territoire. Ainsi que ce soit les réflexions sur les projections démographiques et ses conséquences sur le logement, les objectifs de territorialisation du ZAN au travers les comptes fonciers, la plus grande prise en compte des risques liées au changement climatique, la mise en avant de l'importance des paysages en tant qu'élément d'attractivité notamment, l'évolution du chapitre loi littoral, le volet commercial, sont autant d'éléments qui permettent de porter un projet d'aménagement du territoire cohérent prenant en compte les notions d'équilibre territorial, de préservation de l'environnement et d'attractivité.

La CLCL retrouve ainsi les enjeux soulevés dans le cadre de l'élaboration de son PLUIH approuvé récemment.

Toutefois, la CLCL émet plusieurs observations :

- La difficulté potentielle pour atteindre les densités affichées dans le SCOT sans remettre en cause la qualité de vie et l'attractivité de notre territoire.
- La CLCL souhaiterait que les surfaces nécessaires au développement de l'entreprise EVEN n'impacte pas le compte foncier de la CLCL que ce soit par sa reconnaissance en tant que Projet d'Envergure Régional ou son inscription dans le compte pays créé pour les projets d'envergure supra-pays. En effet, Even représente, au regard de l'enjeu de souveraineté alimentaire prôné au niveau national, un acteur clé sur le pays de Brest et à l'échelle régionale et dont le site de Trahon Bihan, siège historique de l'entreprise, en est un site stratégique pour son développement.

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503005-DE

Date de mise en ligne :

- Les élus souhaitent mettre en avant l'enjeu autour du changement de destination eu égard aux objectifs de la loi climat et résilience de réduire la consommation d'espace agricole et naturel. En effet, il ressort l'importance de pouvoir produire du logement ou encore développer des activités économiques sans que cela vienne consommer des surfaces agricoles.
- Enfin, l'implantation des cinémas qui doit se faire exclusivement au sein des périmètres de centralité interroge les élus du territoire. Autant, une implantation au sein des centralités et non en périphérie peut s'entendre dans de grandes agglomérations, autant la problématique est différente dans les pôles du type de Lesneven/Le Folgoët où l'implantation en périphérie reste toujours proche de la centralité. Ne vaut-il pas mieux une implantation au sein de la zone du boulevard des frères lumières ou Croaz Ar Road dans une zone déjà urbanisée de surcroit, que de contraindre les habitants à se rendre sur Brest ou Landerneau pour profiter d'une offre plus conséquente ? Les effets, pour la centralité de Lesneven, serait plus positif qu'une impossibilité de développement au sein du périmètre de centralité commerciale.

Le conseil communautaire a donné un avis favorable sur le projet de révision du SCOT arrêté le 7 février, avec les observations suivantes :

- Introduire la notion de « préférentiellement » et non exclusivement dans la prescription du SCOT relative à l'implantation des cinémas.
- Ouvrir plus largement les possibilités de changement de destination, par des décisions au cas par cas.
- Inscrire les surfaces nécessaires au développement d'EVEN sur le site de Trahon Bihan dans un compte n'impactant pas celui de la CLCL, au regard de l'importance de cette entreprise dans le paysage brestois et des enjeux nationaux de souveraineté alimentaire.

DÉLIBÉRATION
Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour,

Article 1 : donne un avis favorable au projet SCoT tel que présenté avec les observations suivantes :

- Introduire la notion de « préférentiellement » et non exclusivement dans la prescription du SCOT relative à l'implantation des cinémas.
- Ouvrir plus largement les possibilités de changement de destination, par des décisions au cas par cas.
- Inscrire les surfaces nécessaires au développement d'EVEN sur le site de Trahon Bihan dans un compte n'impactant pas celui de la CLCL, au regard de l'importance de cette entreprise dans le paysage brestois et des enjeux nationaux de souveraineté alimentaire.

À Guissény, le 27 mai 2025
Pour extrait conforme au registre,

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance,
Joël PASCOËT

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503006-DE

Date de mise en ligne :

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/25-03006

Date d'envoi de la convocation : 21 mai 2025

Nombre de membres en exercice	= 13
Présents	= 10
Votants	= 12

RÉUNION DU 22 MAI 2025

Avenant n°1 à la convention passée entre la commune et l'OGEC le 17/12/2021
Prolongation de 1 an de la durée initiale

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à vingt-heures-trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUÉRINET, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRÈS donnant respectivement procuration à Herveline CABON et Gérard LE GUEN.
Absent : Jean-Claude LE BIDEL
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Joël PASCOËT a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mme Herveline CABON, 1ère adjointe en charge des politiques familles, informe que la convention pour les classes sous contrat d'association signée entre la ville de Guissény et l'OGEC de l'école Sainte Jeanne d'Arc est arrivée à échéance. Il convient de la renouveler et des discussions entre les parties vont être engagées.
En attendant la validation par le conseil municipal d'une nouvelle convention, Mme Herveline CABON propose la signature avec l'OGEC d'un avenant de prolongation de 1 an (année 2025) de la durée de la convention initiale.
Cet avenant permettra à la commune de verser, conformément à la convention de 2021, le montant du forfait communal. Concernant les modalités de versement (stipulé à l'article 4 de la convention), compte tenu des échéances, la commune versera le montant de la subvention selon les modalités ci-dessous :

- 2/3 de la subvention en juin
- 1/3 de la subvention en septembre

Mme Herveline CABON, rapporteur, entendue.

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimitédes suffrages exprimés, par 12 voix « pour »,
Article 1 : Autorise le maire à signer l'avenant n°1 à la convention initiale du 17/12/2021, prolongeant la durée initiale de 1 an (2025).
Article 2 : Accepte que la commune verse le montant de la subvention selon les modalités ci-dessous :

- 2/3 de la subvention en juin
- 1/3 de la subvention en septembre

À Guissény, le 27 mai 2025
Pour extrait conforme au registre,

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Joël PASCOËT

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503006-DE

Guissény
Gwiseni

Finistère
Pen-Ar-Bed

CONVENTION
COMMUNE / OGEC de l'école Sainte Jeanne d'Arc
Annexe 1
Modification de l'article 8 – Durée de la convention initiale

Entre
La commune de Guissény, représentée par son maire en exercice, Raphaël RAPIN autorisé par délibération du conseil municipal en date du 22 mai 2025, d'une part,

Et
M. le Président de l'OGEC, agissant en qualité et personne morale civilement responsable de la gestion de l'établissement, ayant la jouissance des biens meubles, d'une part

Vu l'article L442-5 du code de l'éducation,
Vu le décret 60-389 du 22 avril 1960 modifié et notamment l'article 7 ;
Vu la circulaire 05-206 du 2 décembre 2005
Vu le contrat d'association conclu le 6 août entre l'état et l'école Ste Jeanne d'Arc ;
Vu la convention en date du 17/12/21 conclue pour une durée de 3 année (2022/2023/2024),
Considérant qu'il est mentionné dans la convention qu'au terme de sa durée, les parties conviennent qu'une nouvelle évaluation des coûts sera réalisée pour réajuster le forfait communal, et que ce travail n'a pu être fait,
Considérant qu'il convient de modifier l'article 8 de la convention initiale, pour permettre à la commune de Guissény de procéder au versement du forfait global annuel dans l'attente des discussions à venir entre la commune et l'OGEC,

Entre les deux parties et sur la base de la convention précitée, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Modification de l'article 8 concernant la durée
La convention est prolongée pour une durée de 1 an (2025), en attente de la nouvelle évaluation des coûts qui fera l'objet d'une nouvelle convention.

Les autres articles du contrat restent inchangés.

Article 2 : Prise d'effet
Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Fait en double exemplaire, à Guissény le 22 mai 2025.

Le maire,

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Raphaël RAPIN

Le Président de l'OGEC,

Cyril BODROS

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503007-DE

Date de mise en ligne :

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY
N°CM/25-03007

Date d'envoi de la convocation : 21 mai 2025

Nombre de membres en exercice	= 13
Présents	= 10
Votants	= 12

RÉUNION DU 27 MAI 2025

Don de radeaux de nidification des sternes à la commune

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à vingt-heures-trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUÉRINETGérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, JoëlPASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT,formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRÈS donnant respectivement procuration à Herveline CABON et Gérard LE GUEN.
Absent : Jean-Claude LE BIDEL
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. JoëlPASCOËT a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Joël PASCOËT, conseiller délégué à l'Environnement, informe de la proposition de don à la commune des radeaux à sternes par les membres de l'association Nature et Biodiversité en Pays Pagan.

La dissolution de l'association Nature et biodiversité en Pays Pagan a été décidée par ses membres début 2025. L'association s'inscrivait dans la continuité de l'association Guissény Rendez-vous Nature (GRN) elle-même dissoute en 2012, cette derrière ayant transmis alors à Nature et Biodiversité en Pays Pagan, la majeure partie de ses biens.

Parmi ces biens, il y a deux radeaux à sternes sur l'étang du Curnic installés en 2005 pour le premier puis en 2010 pour le second. Ces aménagements accueillent entre une dizaine et une quinzaine de couples nicheurs de Sternes pierregarin chaque année. Cette petite colonie d'oiseaux marins contribue à la diversité du site et à l'intérêt ornithologique en période printanière.

La commune est déjà partie prenante dans la gestion de ces radeaux. Dans la pratique, la commune a assuré une partie importante de l'entretien au cours de la dernière décennie. Le temps passé est relativement faible (moins d'une journée par an).

Pour rappel, voici les interventions de la commune menées ces dernières années :

- **Printemps 2014** : réparation in situ des grillages par agent service environnement.
- **Hiver 2014-2015** : carénage des radeaux impliquant pour la mairie coordination des actions avec bénévoles (Nature et biodiversité, AUPC), transport par service technique, animation auprès des scolaires, fourniture d'une partie des matériaux.
- **Printemps 2024** : remise en place des radeaux au milieu de l'étang suite à leur échouage lors de la tempête Ciaran (avec aide AUPC et SNSM) ; achat des fournitures nécessaires aux nouvelles amarres.
- **Printemps 2025** : dépôt de matériaux (gravillons) pour favoriser la stabilité des œufs.

A noter que le suivi scientifique est principalement assuré par l'association Bretagne Vivante en échange étroit avec le service environnement.

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503007-DE

Date de mise en ligne :

Il est proposé que la commune accepte ce don et se charge de l'entretien et de la maintenance des radeaux dans la continuité de l'action menée précédemment.

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour »,

Article 1 : Accepte le don à la commune des radeaux pour la nidification des sternes installés sur l'étang du Curnic, par l'association Nature et Biodiversité en Pays Pagan.

Article 2 : Accepte que la commune s'engage à assurer l'entretien de ces aménagements notamment dans le cadre de la future réserve naturelle régionale en compatibilité avec les objectifs de gestion du site.

À Guissény, le 27 mai 2025
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance,
Joël PASCOËT

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503008-DE

Date de mise en ligne :

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/25-03008

Date d'envoi de la convocation : 21 mai 2025

Nombre de membres en exercice	= 13
Présents	= 10
Votants	= 12

RÉUNION DU 27 MAI 2025

Réouverture du SPPL et du GR34 – Porz Ar Bagou

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à vingt-heures-trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUÉRINET, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, JoëlPASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT,formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRÈS donnant respectivement procuration à Herveline CABON et Gérard LE GUEN.
Absent : Jean-Claude LE BIDEL
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Joël PASCOËT a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Joël PASCOËT, conseiller délégué à l'Environnement, informe que la servitude de passage pour les piétons sur le littoral (SPPL) dont la gestion est assurée par la commune, est suspendue sur plusieurs secteurs. Ces suspensions sont liées avant tout à l'érosion marine le long de plusieurs terrains privés.

Une continuité mise en difficulté depuis 10 ans sur de nombreux secteurs

Pour rappel, la continuité de la SPPL (Servitude de Passage des Piétons sur le Littoral) terrains privés et passage sur terrains publics) a été principalement altérée suite aux tempêtes de l'hiver 2013-2014 et secondairement par d'autres tempêtes au cours de la dernière décennie. Sur le littoral allant des Barrachou à Nodeven, environ 500 mètres de côte ont subi une érosion ayant impacté en tout ou partie le tracé du sentier sur 9 secteurs.

Sur les secteurs publics et naturels, un recul du sentier a pu être réalisé lorsque nécessaire. Sur les tronçons de SPPL sur terrains privés, la commune a pris des arrêtés de suspension (fermeture temporaire) évoluant en fonction des travaux menés et/ou des nouvelles érosions.

Sur certains tronçons privés, des échanges avec la DDTM et les riverains concernés ont été nécessaires pour permettre le recul du tracé au-delà des 3 m de droit de la SPPL et/ou prévu à l'*Arrêté préfectoral n°90-1549 portant approbation de la modification ou de la suspension de la Servitude de Passage pour les Piétons sur le Littoral de la commune de Guissény*. Deux propriétaires ont accepté des modifications de tracé permettant de restaurer une partie de la continuité. A titre d'exemple, pour la pointe du Dibennou, les recherches d'accords, points réglementaires, montage de dossiers de subvention et de travaux, etc. ont fait que la continuité n'a pu être officiellement restaurée qu'après 6 années.

Restauration récente d'une partie de la continuité

En octobre 2024, un nouvel accord « contrat de gré à gré » a été signé avec une propriétaire riveraine afin de pouvoir reculer le tracé au-delà des 3 mètres prévus de droit par la SPPL. Ces travaux en régie et dans le cadre du dispositif argent de poche ont été menés en trois temps :

- modification du tracé en octobre 2024 ;
- aménagements de protection douce en pied de dune en avril 2025 (ganivelles) ;

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503008-DE

Date de mise en ligne :

- apport de sables éoliens en arrière des ganivelles en avril 2025 (à compléter ultérieurement)

Le tracé en l'état permet le passage en sécurité des piétons. La suspension temporaire de la servitude de passage pour les piétons sur le littoral (SPPL) du chemin de ROC'H AR C'HAD à la plage de PORZ OLIER peut donc être levée. La SPPL est prolongée sur ce secteur par un cheminement sur terrain communal jusqu'au Chemin du Dibennou.

Modification de déviation du GR34

Du fait des secteurs suspendus, une déviation temporaire du GR34 avait été mise en place en 2023 à la suite d'une visite avec la fédération française de randonnée Finistère. Cette déviation temporaire peut être modifiée pour intégrer la portion de SPPL ré-ouverte.

La pointe du DIBENNOU reste accessible aux piétons ainsi que le tronçon entre PORZ OLIER et la descente d'AR C'HOUZOG, mais ils ne peuvent plus en l'état actuel être intégrés dans le GR34 car cet itinéraire ne peut faire un huit et donc repasser au même endroit.

Rupture de continuité subsistant

Un secteur reste fermé entre le chemin de TRESSENY et la descente de ROC'H AR C'HAD en raison de l'affaissement d'un emmarchement à flan de falaise.

Une réflexion longue est nécessaire pour définir les solutions pour ce tronçon. Cette réflexion prend nécessairement en compte les évolutions climatiques et notamment la loi climat et résilience, la stratégie locale de gestion intégrée du trait de côte (SLGITC), la réglementation, la pérennité et le coût de ces aménagements, etc.

La DDTM du Finistère a par ailleurs insisté sur la nécessité de cadrer par une convention avec les riverains, tous travaux qui pourraient sous couvert de restaurer le GR34, constituer une protection de la propriété de tiers, dans un secteur où aucun ouvrage de protection n'est identifié.

Monsieur Joël PASCOËT, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour »,

Article 1 : Autorise gracieusement le balisage d'une déviation provisoire sur des voies communales et chemins ruraux par la Fédération française de la randonnée pédestre (FFR), ouverts à la circulation publique d'un itinéraire pédestre balisé « Grande Randonnée, dénommé GR34 » officiellement homologué, que chacun peut parcourir sous sa propre responsabilité de randonneur (dont le descriptif est joint sur carte au 1/2 500 en annexe).

Article 2 : Accepte que Le comité FFR du Finistère sera garant de l'entretien du balisage vis à vis des randonneurs auquel l'itinéraire est destiné. La commune autorisant le passage de toute personne habilitée à cet effet.

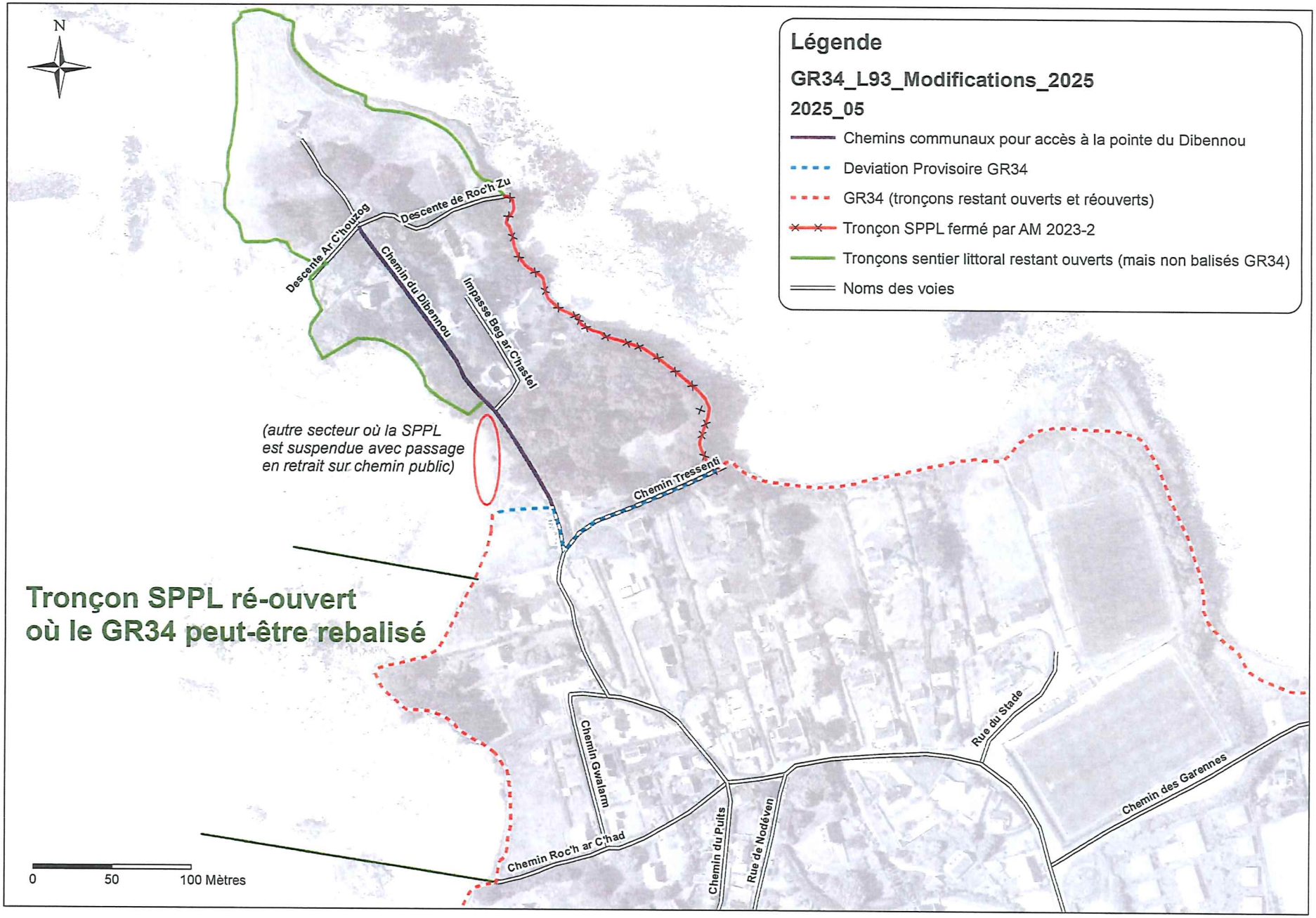
Article 3 : Accepte que la commune assure un affichage complémentaire sur site pour informer le public des secteurs restant accessibles aux piétons mais hors GR34 à la pointe du DIBENNOU.

À Guissény, le 27 mai 2025
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance,
Joël PASCOËT



Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503008-DE

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503009-DE

Date de mise en ligne :

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DESDÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/25-03009

Date d'envoi de la convocation : 21 mai 2025

Nombre de membres en exercice	= 13
Présents	= 10
Votants	= 10

RÉUNION DU 27 MAI 2025

Subvention aux associations 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à vingt-heures-trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUÉRINET, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, JoëlPASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT,formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRÈS donnant respectivement procuration à Herveline CABON et Gérard LE GUEN.

Absent : Jean-Claude LE BIDEL

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. JoëlPASCOËT a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Jean-Louis BONDU étant concerné personnellement, a quitté la salle et n'a pas participé au débat ni au vote. Jérémy JAFFRÈS étant lui aussi concerné personnellement, ne pourra participer au vote.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame Renée GALL, adjointe au maire en charge de la dynamique et du tourisme, rappelle à l'assemblée que la commune est adhérente à divers organismes (voir tableau joint). Elle informe des modalités des contributions et indique que ces adhésions ne sont pas soumises à délibération :

Structures	Formalités des cotisations	2025
Association des maires et présidents d'EPCI du Finistère	**Cotisation forfaitaire : 0.371€/ hab**	**751.28 €**
Association des maires ruraux du Finistère	**Décision en AG 2023du passage de 100 à 130 €** (Pas d'augmentation depuis le début du mandat)	**130 €**
CAUE Finistère	Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement - **Cotisation forfaitaire**	**150 €**
FIA Finistère	Finistère Ingénierie Assistance **Cotisation forfaitaire : 0.55€ x Pop DGF**	**1348,05 €**
Rivage de France	**Cotisation forfaitaire : entre 2000 et 10 000 hab.**	**200,00 €**
VIGIPOL	**Cotisation forfaitaire : 0.28€ x DGF**	**710.79 €**

Madame Renée GALL rappelle que certaines associations ont signé des conventions de financement avec la commune. Ces conventions sont revues à échéance, toutefois il est nécessaire de voter chaque année le montant attribué :

Associations sous convention		
ENER'GENCE	Convention 2025-2027– Délib. CM/24- 05017 Cotisation forfaitaire : 1.49€ x Pop DGF	2 954,67 €
CNP(Centre Nautique de PLOUGUERNEAU) - Activités nautiques estivales	Convention 2024-2028	2 600 €
CNP - Activités nautiques dans le cadre des activités scolaires si l'activité se passe sur le CN de GUISSENY	Convention 2024-2028	Montant facturé, déduction faite des subventions CLCL et CD29

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503009-DE

Date de mise en ligne :

CSC Intercommunal (REPAM)	2024-2026	547,42 €
Centre Socioculturel Intercommunal (ALSH - enfant de Guissény)	CTG du 01/01 au 31/12/2023 Tacite reconduction 2 fois.	12 €/enfant
Commune de PLOUDANIEL – DSP - EPAL PLOUDANIEL (ALSH - enfant de Guissény)	CTG du 01/01 au 31/12/2023 Tacite reconduction 2 fois.	12 €/enfant
Familles Rurales de la Baie (ALSH - enfant de Guissény)	CTG du 01/01 au 31/12/2023 Tacite reconduction 2 fois.	12 €/enfant
Familles Rurales de GUISSÉNY (dont ALSH)	Convention de partenariat 2025-2028	61 312 €
Familles Rurales de GUISSÉNY PS jeunes	Convention 2025-2028 PS jeunes	3 960,60 €
Familles Rurales de GUISSÉNY (TAP de la rentrée 2024 -2025)	Délibération CM24-04005	746.50 €
OGEC Ste Jeanne D'Arc (Fonctionnement)	2022-2024 et 2025	110 136 €
OGEC Ste Jeanne D'Arc (convention Cantine)	Délibération CM24-01006 2024-2025	0,94 € + (prix du repas facturé par la cuisine centrale – 2,79 €)
OGEC Ste Jeanne D'Arc (livraison de la cantine)	Délibération CM24-01006	10€/jour
EPCC « Musiques et cultures »	2022-2023-2024- 2025	20 000 €

Madame Renée GALL présente ensuite à l'assemblée le détail des propositions des subventions travaillées en commission et notamment lors de la commission des Finances du 15 mai 2025.
Pour 2025, il est proposé :

SUBVENTIONS 2025

ASSOCIATIONS	Subv. Sollicitées	Com. Finances	Proposée 2025
Associations culturelles, artistiques ...			
AVENTURE DES LEGENDES	500,00 €	500 €	500 €
A DOMICILE AUTOUR DE LA DANSE	750,00 €	750 €	750 € (sous condition de faire a minimum 2 animations sur la commune)
AWEN BRENDAOUEZ	3 000.00 €	3 000.00 €	3 000.00 €
FEST BRO PAGAN	2 500,00 €	1 400,00 €	1 400,00 €
GWEZROCK	0 €	0 €	0 €
BIBLIOTHEQUE DE KERLOUAN (Salon des auteurs et autrices 2025)	500.00 €	500.00 €	500,00 €
MOUEZ AR SKEIZ	400,00 €	400,00 €	400,00 €
SI CA VOUS CHANTE	600,00 €	600,00 €	600,00 €
SUMAK	500,00 €	500.00 €	500.00 €
LIORZ SANT WELTAS	2 000.00 €	800.00 €	800.00 €
KANARVORIZ	600.00 €	500.00 €	500.00 €
EPICETOU	500,00 €	500.00 €	500,00 €
Associations sportives			
COTE DES LEGENDES HANDBALL Participation aux frais de déplacement	1 900,00 €	1 700,00 € 350.00 €	1 700,00 € 350,00 €
ETOILE SPORTIVE GUISSENIENNE	2 250,00 €	2 250,00 €	2 250,00 €
FLECHE GUISSENIENNE	600,00 €	500,00 €	500,00 €
HOCKEY CLUB PAGAN	650,00 €	350,00 €	350,00 €
AUPC - 10€ par adhérents			
COMITE DE JUMELAGE	800,00 €	800,00 €	800,00 €
OFFICIERS MARINIERS	100,00 €	100,00 €	100,00 €
SNSM	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
SOCIETE DE CHASSE LA GUISSENIENNE	400,00 €	400,00 €	400,00 €
STREJOU GLAS GWISENI	2 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503009-DE

Date de mise en ligne :

UNION NATIONALE DES COMBATTANTS	500,00 €	500,00 €	500,00 €
Associations de parents d'élèves - 15€ / élève à la rentrée			
APEL Ste Jeanne d'Arc	-	15€/élève	15€/élève
Diwaskell Bro Gwiseni	-	15€/élève	15€/élève
Diwan - Maternelle et primaire - Plouguerneau et Lesneven	-	525€/élève	525€/élève
Réseau RASED - Lesneven-Plabennec 1,50 €/élève de Guissény	0,00 €	1,50€/élève	1,50€/élève
Commune de LESNEVEN – Classe ULIS	Le coût d'un élève payé en n+1		
Le P'tits Pagan	200,00 €	100,00 €	100,00 €
Associations sportives, culturelles, artistiques ... n'existant pas sur la commune			
Toutes associations extérieures à la commune qui permettent aux enfants guisséniens une activité pourront demander une subvention			
Associations extérieures diverses			
ARZ ER CHAPELIOU	1 100,00 €	1 100,00 €	1 100,00 €
AMIS DU VELO	1 000,00 €	1 000.00 €	1 000,00 €
Le refuge des coussinets	1 000,00 €	500,00 €	500,00 €
Association paysan solidarité	500,00 €	500.00 €	500,00 €

Madame Renée GALL, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 15 mai 2025 et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour »,

Article 1 : Valide les modalités telles qu'indiqués dans les tableaux présentés,

Article 2 : Valide les montants tels qu'indiqués dans les tableaux présentés.

À Guissény, le 27 mai 2025
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance,
Joël PACOET,

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM250310_1-DE

Date de mise en ligne :

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/25-03010

Date d'envoi de la convocation : 21 mai 2025

Nombre de membres en exercice	= 13
Présents	= 10
Votants	= 12

RÉUNION DU 27 MAI 2025

Versement d'une subvention exceptionnelle à Tourisme Côte des Légendes Nord Bretagne dans le cadre du projet de territoire « les Ribin' de l'imaginaire »

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à vingt-heures-trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUÉRINETGérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, JoëlPASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT,formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRÈS donnant respectivement procuration à Herveline CABON et Gérard LE GUEN.

Absent : Jean-Claude LE BIDEL

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. JoëlPASCOËT a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame Renée GALL, 3ème adjointe au Maire, explique que la collectivité Tourisme Côte des Légendes Nord Bretagne, a mis en place dans le cadre d'un projet de territoire : « Les Ribin' de l'imaginaire ». Il s'agit d'un projet artistique qui consiste en la conception et la réalisation d'une œuvre d'art semi-pérenne (6 ans) aux abords d'un chemin de randonnée. Pour 2025 (6ème saison des Ribin' de l'imaginaire), cette œuvre sera installée en juin sur la commune de Guissény, elle viendra compléter un cheminement pour faire de la Côte des Légendes un puissant terrain d'expérimentation et de jeux autour de l'imaginaire.

L'idée est de permettre de transformer l'espace rural et les paysages grâce à la création artistique. L'ambition est d'en faire un motif de visite pour les amateurs d'art et de nature et de porter un regard singulier, moderne, voire ludique sur le territoire via la thématique forte et ancrée de l'imaginaire.

La TCDL sollicite auprès de la commune, une subvention d'un montant de 500 € qui permettra la prise en charge des artistes sur le territoire et ainsi répondre aux besoins d'accompagnement des artistes notamment en terme de logement sur la commune durant les différentes étapes du projet (lettre de demande en annexe 1).

Une convention de partenariat sera signée entre la TCDL (Tourisme Côte des Légendes) et la commune de Guissény (commune hôte en 2025). Elle vise à préciser le projet artistique, les modalités de production de l'œuvre, le budget global du projet, la subvention de la commune hôte ainsi que les obligations des parties (annexe 2)

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour »,

Article 1 : Accepte le versement d'une subvention exceptionnelle de 500 € auprès de la TCDL.

Article 2 : Autorise le Maire à signer la convention de partenariat avec la TCDL .

À Guissény, le 27 mai 2025

Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance,
Joël PASCOËT

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM250310_1-DE

CÔTE DES LÉGENDES
NORD BRETAGNE

CONVENTION DE PARTENARIAT
LES RIBIN' DE L'IMAGINAIRE
INSTALLATION ARTISTIQUE ET IMAGINAIRE EN CÔTE DES LEGENDES

Entre les soussignés :
Tourisme Côte des Légendes Nord-Bretagne
Adresse : Place des 3 piliers, 29260 LESNEVEN
N° de SIRET : 529 237 190 00028
Représenté par : Jessica MARREC
En sa qualité de Directrice par intérim
Ci-après dénommé TCDL,

et

La Mairie de Guissény
Adresse : Place Porthleven Sithney, 29880 Guissény
Représenté par M. Raphaël RAPIN
En sa qualité de Maire
Ci-après dénommée la Commune Hôte

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT

Tourisme Côte des Légendes – Nord Bretagne met en place un projet de territoire : les **Ribin' de l'Imaginaire.** Ce projet artistique consiste dans la conception et la réalisation d'une œuvre d'art semi-pérenne (6 ans) aux abords d'un chemin de randonnée. Cette nouvelle œuvre vient compléter ce cheminement pour faire de la Côte des Légendes un puissant terrain d'expérimentation et de jeux autour de l'imaginaire. L'idée est de permettre de transformer l'espace rural et les paysages grâce à la création artistique. L'ambition est d'en faire un motif de visite pour les amateurs d'art et de nature et de porter un regard singulier, moderne, voire ludique sur notre territoire via la thématique forte et ancrée de l'imaginaire. En 2025, il s'agit de la sixième saison des **Ribin' de l'Imaginaire**.

La Commune Hôte a accepté de participer activement à ce projet, de la sélection des artistes à leur accueil et à l'inauguration de l'œuvre prévue le 14 juin 2025. L'œuvre en question sera installée sur le GR®34, à partir du **13 juin 2025 et ceci pour une durée minimale de 6 ans.** Elle s'inspirera du récit de Sezny écrit lors d'ateliers-contes menés par Patricia Sanchez à l'automne 2024 basé sur les légendes du saint fondateur. Les artistes sélectionnés en février 2025 par le jury participatif sont Valentina Grossi et Simone Mulazzani du collectif **Ars Ruralis**.

TCDL et la Commune Hôte contribueront à la production de cette œuvre et à la rémunération des Artistes dans les conditions ci-après définies.

ARTICLE 2 – LE PROJET ARTISTIQUE
2.1. DESCRIPTION DU PROJET ARTISTIQUE
Le récit de Sezny
En Irlande, Wingela, enceinte, rêve chaque nuit d'une étoile qui serait son fils à naître, Sezny. Cet enfant, devenu prêtre, se distingue par sa foi et son humilité. Après avoir voyagé jusqu'à Rome, où il est fait évêque, il accomplit

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM250310_1-DE

des miracles en guérissant les malades. Un jour, il rêve d'une côte mystérieuse et part en mer avec ses moines pour l'Armorique.

Là, il trouve la baie qu'il a vue en rêve et rencontre un chien qui le guide. Sezny et ses moines construisent un pénity et, par ses miracles, gagnent la confiance des habitants. Un marais hanté, symbole du passage des âmes, effraie les habitants, car la barque qui emportait autrefois les défunts vers l'Autre Monde est restée enlisée, empêchant les âmes de partir.

Grâce à Sezny, les anciens rites sont retrouvés et la barque reprend son chemin, libérant enfin les âmes. On raconte que les rochers des Barrachou apparus dans la baie, seraient considérés comme des témoignages de cet élan libérateur.

L'œuvre d' Ars Ruralis

Les deux artistes proposent de créer une sculpture sonore en forme de barque échouée. Celle-ci symbolise le passage des âmes, flottant entre les mondes, et fait écho à la poésie du vent. Le bateau, tout comme les petites embarcations de pêcheurs, est un lien entre la mer et la terre, agissant comme un véhicule surnaturel pour transporter les âmes. La structure de cette sculpture serait aménagée de manière à permettre à un ou plusieurs visiteurs de s'y installer, méditer et écouter le vent qui fait vibrer les cordes de la harpe reliées au mât de la barque. Ces cordes symbolisent les paroles rituelles retrouvées, qui rendent à nouveau possible le voyage des âmes.

2.2. DESCRIPTION TECHNIQUE

La structure en forme de bateau sera fabriquée en bois et métal, avec un ancrage en métal au sol. Des cordes en acier harmonique seraient tendues en forme d'étoile au mât jusqu'à la pointe avant de la barque. Les dimensions de la barque seront de 3,70 m de long et 2 m de large. Une assise sera aménagée dans la barque pour que 2 personnes puissent s'asseoir.

L'implantation de l'œuvre, validée par le technicien chargé Natura 2000 de la commune de Guisseny, se situe sur l'espace sur la parcelle 0113, au bout du chemin des Garennes, le long du GR®34 à Guissény (coordonnées GPS : 48.638668, -4.423214).

Cette description est susceptible d'évoluer et est non contractuelle. *En effet, cette œuvre in situ va être définie plus précisément suite aux différents échanges et rencontres avec les acteurs du territoire de la Côte des Légendes (cf : article 3).*

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE PRODUCTION DE L'ŒUVRE / PRÉSENCE DES ARTISTES SUR LE TERRITOIRE :

Mars 2025 : 5 jours d'immersion en Côte des Légendes du 23 au 27 mars 2025 pour rencontrer les acteurs du projet, réaliser la réunion technique avec TCDL et la Commune Hôte, effectuer des repérages de matériaux (bois) sur le territoire.

Entre le 4 et le 13 juin 2025 (10 nuitées) : **11 jours de production de l'œuvre** à Guissény. À la fin de cette période, les 2 parties se retrouvent pour acceptation de l'œuvre par TCDL.

14 juin 2025 : inauguration de l'œuvre sur site, avec les Artistes (les Artistes s'engagent à arriver au minimum 1 heure avant le début de l'inauguration).

ARTICLE 4 – BUDGET DU PROJET

TCDL prend à sa charge les frais de production de l'œuvre à hauteur de 13 000 € **[voir Annexe 1 : budget prévisionnel].**
TCDL coordonne le projet en étroite collaboration avec la Commune Hôte.
La Commune Hôte prend à sa charge la somme de 500 €, sous forme de subvention à TCDL **[voir Annexe 2 : courrier de demande de subvention].**

ARTICLE 5 – SUBVENTION DE LA COMMUNE HOTE

Une demande de subvention adressée à **la Commune Hôte** a été rédigée par **TCDL**. Cette subvention d'un montant de 500€ permettra la prise en charge des Artistes sur le territoire.

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM250310_1-DE

Cette demande de subvention précise les détails du projet (objectifs, description du projet, bénéficiaires, etc.) et le budget prévisionnel de celui-ci. **Tourisme Côte des Légendes** s'engage à présenter le bilan quantitatif et qualitatif du projet à l'issu de celui-ci, à l'automne 2025.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DE TCDL

- **Participer** au jury de sélection et à toutes les réunions du projet au cours desquelles sa présence e jugée souhaitable par les artistes et/ou la commune hôte ;
- **Prendre en charge financièrement :**
  - La création de l'œuvre et la rétribution des artistes (13 000 € nets) ;
  - La rétribution des artistes pour les ateliers de médiation (1 000 € nets) ;
  - La communication autour de l'œuvre ;
  - L'installation d'un panneau d'interprétation ;
  - L'inauguration ;
- **Assurer durant le projet :**
  - L'accompagnement et le suivi du projet sur le plan administratif et financier ;
  - La création et la coordination de la communication ;
  - La médiation autour du projet : création de supports pour le public et visites commentées, e priorisant les habitants et les élèves de Guisseny ;
  - La coordination, en lien avec les services techniques de la commune hôte, de la maintenanc préventive et curative courante de l'œuvre sur le site pendant 6 ans conformément à la fich d'entretien fournie par l'artiste.
- **Maintenance et démontage :**
  - L'entretien et la maintenance (faisant appel à des compétences artistiques ou techniques non présentes dans les services de la commune hôte), TCDL prendra le relai technique et financier, à la demande de la commune hôte. Si la maintenance de l'œuvre devait excéder un coût raisonnable, TCDL et la commune hôte devraient trouver une solution financière à l'amiable ou procéder à la désinstallation de l'œuvre ;
  - Coordination du démontage et du recyclage de l'œuvre.

ARTICLE 7 – OBLIGATION DE LA COMMUNE HÔTE

- **Participer** :
  - au jury de sélection de l'œuvre le 26 février 2025 (1 élu) ;
  - à la journée de découverte par les artistes de l'endroit où va être installée l'œuvre en juin (1 él + 1 service technique) ;
  - à l'inauguration de l'œuvre le samedi 14 juin, à 11h30 (1 élu) ;

  Les autres présences de la commune hôte pour ce projet seront négociées, validées et posées sur u calendrier lors de la journée découverte.
- **Prendre en charge financièrement :**
  - Subvention à hauteur de 500 € nets maximum ;
- **Assurer durant le projet :**
  - En lien avec TCDL, les demandes légales liées au droit des sols aux services concernés s nécessaire (Architecte des Bâtiments de France si l'œuvre est aux abords d'un monument, DDTM si l'œuvre est sur le domaine public maritime, etc.) ;
  - Le rôle de facilitateur entre TCDL, l'artiste et la population locale ;
  - Le relai de la communication autour du projet au niveau communal (bulletin d'informatio municipale, site internet, etc.).
- **Mettre à disposition :**
  - accès à un espace extérieur mais clôturé, dans les locaux des services techniques, du 7 juin au 13 juin 2025 (mise à disposition d'une clef afin d'avoir un accès autonome, en dehors des heures de travail classiques) ;
  - Mise à disposition d'une tarière des services techniques pour l'ancrage de l'œuvre (emprun évalué à 1/2 journée environ, le 10 et le 13 juin) ;
  - Prêt de petits outillages et matériel (échelle de plus de 3 mètres, vieux poteau électrique pa exemple) selon les besoins des Artistes et la capacité des services techniques communaux.

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM250310_1-DE

- Installation du panneau d'interprétation sur site le 13 juin ;
- Transport de l'œuvre de l'atelier des services techniques jusqu'au site de l'œuvre situé Chemin des Garennes.
- 13 juin (pour le 14 juin) : dépôt de tables (x20), de bancs (x40) et d'un petit podium de la mairie (pour une scène de 4 à 6 m²). **[voir Annexe 3.1. : demande de matériel pour l'inauguration et Annexe 3.2. Demande d'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons]**

- **Maintenance et démontage (cf également obligations de TCDL dans l'article 2)**
  - Si l'œuvre d'art est endommagée de manière peu importante ou usée de manière courante, l Commune Hôte doit en aviser TCDL. Si l'entretien est à la charge de TCDL, la commune hôt pourrait être sollicitée par TCDL pour de petites réparations.
  - Si l'œuvre d'art est endommagée de manière importante, les 2 parties décideront si la réparatio peut être gérée par la Commune Hôte ou si TCDL doit faire appel à une entreprise extérieur (budget à la charge de TCDL).
  - Entretenir les abords de l'œuvre d'art ;
  - Prise en charge (le cas échéant) du démontage et du recyclage de l'œuvre.

ARTICLE 8 – PROPRIÉTÉ DE L'ŒUVRE

Les artistes cèdent la propriété matérielle de leur œuvre à la Commune hôte dès sa remise et son acceptatio Toutefois, la commune hôte et TCDL ne pourront aliéner l'œuvre d'art que s'il y a aliénation de l'immeuble o changement de destination de celui-ci, en tout ou en partie, et, dans ce cas, il devra en aviser les artistes. Les artiste demeurent titulaires des droits d'auteur inhérents à l'œuvre d'art.

ARTICLE 9 : MENTIONS OBLIGATOIRES

Toute représentation ou reproduction de l'œuvre devra être accompagnée des mentions suivantes :
- TITRE DE L'ŒUVRE : « LA HARPE BATEAU »
- NOM DES ARTISTES : ARS RURALIS – Valentina Grossi et Simone Mulazzani
- NOM DE LA COMMUNE HÔTE : GUISSENY
- LES RIBIN'DE L'IMAGINAIRE

L'obligation stipulée au présent article engage l'ensemble des parties.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION OU SUSPENSION DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objet de donner les meilleures conditions de collaboration entre les deux parties ainsi que de permettre aux Artistes de continuer leur parcours dans les meilleures conditions tout en offrant des situations de sensibilisation et d'ouverture à la création artistique contemporaine en Côte des Légendes.

Si pour quelque raison que ce soit, l'une ou l'autre des parties ne pouvaient honorer ses engagements, l'accord amiable et la concertation seraient en tout premier lieu privilégiés. En cas de litige portant sur l'interprétation de la présente convention, les deux parties conviennent de s'en remettre, après épuisement des tentatives de conciliations, à l'appréciation des tribunaux compétents.

ARTICLE 11 : DURÉE

Cette convention est valable pour une durée de 6 ans à signature par les 2 parties.

Fait à ...Lesneven....., le ...1 avril 2025...

Office de tourisme CÔTE DES LÉGENDES NORD BRETAGNE Place des Trois Piliers 29260 LESNEVEN 02 29 61 13 60 · tourisme@cotedeslegendes.bzh

Pour la Commune de Guissény
LE MAIRE,

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Raphaël RAPIN

En autant d'exemplaires originaux que de parties.

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM250310_1-DE

ANNEXE 1

BUDGET PREVISIONNEL LES RIBIN' DE L'IMAGINAIRE 2025

Dépenses		Recettes	
ARTISTIQUES	**13000**	**Subventions**	**26 950 €**
Frais artistique pour Ars ruralis	13 000 €	CLCL	20 255 €
COMMUNICATION	9 850 €	CLCL 30 ans	3 000 €
Création Vidéo avec vues drone en direct	1 000 €	Mairie de Guisseny	500 €
Visuel · création graphique	600 €	Département du Finistère	3 195 €
Médiation Ribin' de l'Imaginaire	1 000 €		
Programmations Artistes (concert, balade contée, DJ) pour l'inauguration	5 000 €	**Recettes**	**750 €**
Impression affiches, flyers, panneau	1 000 €	Buvette RIBIN	750
Traduction	250		
Publicité	1 000 €		
RECEPTIONS	**1 650 €**		
Restauration	150 €		
Frais divers - autres courses Inauguration	500 €		
Hébergement	1000		
INAUGURATION	**3 200 €**		
Petit matériel	200 €		
Achat pour revente Buvette Inauguration	500		
Cotisation SACEM Inauguration	1 000 €		
Location sonorisation et groupe électrogène	1500		
TOTAL	**27 700 €**	**TOTAL**	**27 700 €**

Annexe 2 :

FABRIQUE D'IMAGINAIRE
CÔTE DES LÉGENDES

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le
ID : 029-212900773-20250527-CM250310_1-DE

Ingrid Chedmail
La Fabrique d'Imaginaire
Tourisme Côte des Légendes
Place des 3 piliers
29260 LESNEVEN

À l'attention de Monsieur le Maire, Raphaël RAPIN,
Mairie de Guissény,
Place Porthleven Sithney, 29880 Guissény

À Lesneven, le 17 mars 2025,

Objet : demande de subvention dans le cadre des Ribin' de l'Imaginaire à Guissény

Monsieur,

Je vous transmets, par la présente, le dossier de **demande de subvention**, dans le cadre du projet d'arts visuels des **Ribin' de l'Imaginaire**. Vous trouverez également la convention de partenariat pour l'organisation de la sixième édition des **Ribin' de l'Imaginaire** signée par Mme Jessica MARREC, directrice par intérim de Tourisme Côte des Légendes.

La sixième édition des **Ribin' de l'Imaginaire** se déroulera en juin 2025 sur la commune de Guissény. Il s'agit d'un projet communautaire ayant pour ambition d'une part de mettre en lumière l'offre de proximité de la Côte des Légendes, d'autre part de la faire rayonner à l'échelle régionale grâce aux arts et aux artistes.

Comme mentionné dans la convention entre Tourisme Côte des Légendes et la Mairie de Guissény (articles 4 et 5), nous sollicitons une aide financière auprès de votre mairie afin de répondre aux besoins d'accompagnement des artistes (logement) sur votre commune durant les différentes étapes du projet, entre mars et juin 2025.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire et, dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments respectueux.

Ingrid Chedmail
Chargée tourisme et patrimoine

*

Annex 3.1.

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM250310_1

Date de dépôt en ma

FICHE TECHNIQUE - Manifestation

À remettre en mairie au plus 1 mois avant la manifestation

Ne pas utiliser l'auto-laveuse (machine à laver le sol) et bien sécher les tables avant de les ranger

Pour toutes les fêtes avec musique, une déclaration à la **SACEM** est obligatoire. Contact : tél 02.90.92.20.80.

	ORGANISATEUR
Association	Tourisme Côte des Légendes
Personne référente	Jessica MARREC
Téléphone	02 29 61 13 60
Courriel	jessica@cotedeslegendes.bzh
Manifestation	Inauguration Ribin' de l'Imaginaire
Lieu de la manifestation	Chemin des Garennes
Date	14 juin 2025 11h-16h30

Cadre réservé à l'administration :

Visa élu :

Visa technique :

Matériel	Quantités réelles souhaitées	Informations supplémentaires
Tables (pour 6 personnes)	20	Grandes tables en bois si possible.
Bancs	40	
Barrières police		
Grilles d'exposition		
Percolateurs	1 ou 2	
Stand (3m x 3m pour restauration)	) si possible	
Stand (3m x 3m pro-pliant)		
Tente de réception (8m x 5m)		
Podium fixe (entre 2 et 30 m2)	oui	6 m²
Podium roulant		
Sono portative (préciser l'utilité)		
Plateaux		
Friteuses électriques (2 simples et 1 double)		
Vaisselles (merci de préciser)		
Barbecue		
Conteneur sur roulettes (120 ou 240l)		
Extincteur	oui	
Installation électrique (biligs, …), si traiteur, préciser la puissance nécessaire (ou rdv téléphonique à prendre avec le service technique)		
Arrêté de circulation / stationnement, … à préciser	oui	
Arrêté d'ouverture de débit de boissons (document sur site internet et en mairie)	oui	Voir Annexe 3.2.

Annexe 3.1 bis En cas de mauvais temps.

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM250310_1-DE

Date de dépôt en mairie :

FICHE TECHNIQUE - Maison communale

À remettre en mairie au plus tard un mois avant la manifestation

Ne pas utiliser l'auto-laveuse (machine à laver le sol) et bien sécher les tables avant de les ranger

Pour toutes les fêtes avec musique, une déclaration à la **SACEM** est obligatoire. Contact : tél 02.90.92.20.80.

	ORGANISATEUR
Association	Tournoi Côte des Légendes à CLCL
Personne référente	Anne LANDRÉ
Téléphone	02 29 61 13 66
Courriel	anne@cotedeslegendes.bzh
Manifestation	Ribin' de l'Imaginaire
Salles souhaitées	☒ Grande salle ☒ Petite salle ☒ Hall ☒ Cuisine
Date	14/06/2025 . 11h - 16h

Cadre réservé à l'administration :

Visa élu :

Visa technique :

Matériel	Quantités réelles souhaitées	Informations supplémentaires
Tables (pour 6 personnes)	90	
Chaises	120	
Vidéoprojecteur : image		
Vidéoprojecteur : son		
Micro (filaire et/ou sans fil)		
Petites cuillères		
Grandes cuillères		
Fourchettes		
Couteaux		
Verres		
Assiettes plates		
Assiettes creuses		
Petites assiettes		
Tasses grand modèle		
Tasses petit modèle		
Percolateurs	1 ou 2	
Plateaux		
Grilles d'exposition		
Installation électrique (biligs, ...), si traiteur, préciser la puissance nécessaire (ou rdv téléphonique à prendre avec le service technique)		
Arrêté de circulation / stationnement, ... à préciser		
Arrêté d'ouverture de débit de boissons (document sur site internet et en mairie)	✓	voir document ci-joint, Annexe 3.2.

ANNEXE 3.2.

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM250310_1-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07
Fax / Faks : 02 98 25 69 69

DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVERTURE TEMPORAIRE D'UN DEBIT DE BOISSONS

3ème catégorie

*Demande à remettre en mairie **un mois avant la manifestation***

Je soussigné(e) (NOM, prénom, domicile) ...MARREC Jessica.....

.....

Agissant en qualité Directrice adjointe

Nom et adresse de l'association organisatrice .....Tourisme Côte des Légendes, Place des 3 piliers à Lesneven.....

Sollicite l'autorisation d'ouvrir un débit temporaire de boissons

à l'occasion de l'inauguration du Ribin' de l'Imaginaire.....

qui aura lieu à GUISSENY, chemin des Garennes ou à la Maison communale

le samedi 14 juin 2025.....

Horaires d'ouverture du débit de boissons : de .....11 h 00..... à .....18 h 00....

déclare sur l'honneur ne pas avoir déjà obtenu pour l'année civile en cours 5 (10 pour les associations sportives) autorisations d'ouverture de débit de boissons temporaires de 3ème catégorie.

Fait à .....Lesneven..... **Le**.....31 janvier 2025

VU et AUTORISÉ

Le .....

Le Maire,

Signature

Tourisme CÔTE DES LÉGENDES NORD BRETAGNE
Place des Trois Piliers 29260 LESNEVEN
02 29 61 11 88

Réglementation relative aux débits de boissons temporaires

L'ouverture d'un débit de boissons temporaire de 3ème groupe est soumise à l'autorisation administrative préalable délivrée par le Maire de la commune dans laquelle est envisagée cette ouverture.

Sécurité et réglementation

- *En Finistère, l'arrêté préfectoral fixe l'heure limite de fermeture des débits de boissons à 1 heure du matin.*
- *La fourniture de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. Un mineur ne peut pas servir dans une buvette sauf les boissons du 1er groupe.*
- *L'association devra veiller au respect de la tranquillité publique, notamment le bruit.*
- *De même, il faudra refuser de servir une boisson alcoolisée à une personne manifestement ivre sous peine de sanctions pénales (code de la santé publique).*

Affichage

Tout débit de boissons doit afficher :

- *la réglementation sur la répression de l'ivresse et la protection des mineurs.*
- *La liste des boissons et leurs prix.*

Envoyé en préfecture le 28/05/2025
Reçu en préfecture le 28/05/2025
Publié le 28/05/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503011-DE

Date de mise en ligne :

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DESDÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY
N°CM/25-03011

Date d'envoi de la convocation : 21 mai 2025

Nombre	de	membres
en exercice		= 13
Présents		= 10
Votants		= 12

RÉUNION DU 27 MAI 2025

Attribution du marché « étude diagnostic, architecturale et historique de l'église Saint Sezny »

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à vingt-heures-trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUÉRINETGérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, JoëlPASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT,formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRÈS donnant respectivement procuration à Herveline CABON et Gérard LE GUEN.
Absent : Jean-Claude LE BIDEL
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. JoëlPASCOËT a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Gérard LE GUEN, adjoint au maire en charge des infrastructures et travaux rappelle à l'assemblée que le Conseil Municipal du 24 octobre dernier a validé la nécessité de faire des travaux sur l'église Saint Sezny.

Accompagnée par notre AMO, CAP Culture et Patrimoine, une procédure de marché simplifié concernant l'étude diagnostic architecturale et historique a été lancé, l'avis d'appel public à concurrence a été diffusé sur la plateforme Mégalis jusqu'au 18 avril 2025 à 12H00.

La commune a reçu 4 candidatures. La commission d'appel d'offres s'est réunie le 5 mai dernier et après analyse des offres a retenu la candidature de DAOUAD architectures et Patrimoines de Rennespour un coût de prestation 32 850 € HT.

M. Gérard LE GUEN, rapporteur, entendu.

DÉLIBÉRATION

Vu l'avis de la commission d'appel d'offre en date du 5 mai 2025 et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour »,

Article 1 : Attribue le marché « étude diagnostic, architecturale et historique de l'église St Sezny à DAOUAD architectures et Patrimoines de Rennes pour un coût de prestation 32 850 € HT.
Article 2 : Autorise monsieur le maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

À Guissény, le 27 mai 2025
Pour extrait conforme au registre,

MAIRIE DE GUISSÉNY

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance,
Joël PASCOËT

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503012-DE

Date de mise en ligne :

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/25-03012

Date d'envoi de la convocation : 21 mai 2025

Nombre de membres en exercice	= 13
Présents	= 10
Votants	= 12

RÉUNION DU 27 MAI 2025

Fixation du nombre et de la répartition des sièges du conseil communautaire de la Communauté Lesneven Côte des Légendes dans le cadre d'un accord local

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-deux mai à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUÉRINETGérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, JoëlPASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT,formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRÈS donnant respectivement procuration à Herveline CABON et Gérard LE GUEN.
Absent : Jean-Claude LE BIDEL
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. JoëlPASCOËT a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5211-6-1 ;

Vu le décret n° 2024-1276 du 31 décembre 2024 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'Outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Vu l'arrêté préfectoral en date du 03 octobre 2019 fixant la composition actuelle du conseil communautaire de la CommunautéLesneven Côte des Légendes

Monsieur le maire rappelle au conseil municipal que la composition de la communauté sera fixée selon les modalités prévues à l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Ainsi, la composition du conseil communautaire de la CommunautéLesneven Côte desLégendes pourrait être fixée, à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux :

- Selon un accord local permettant de répartir un nombre total de sièges qui ne peut excéder de plusde 25% la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L.5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :
  - être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,
  - chaque commune devra disposer d'au moins un siège,
  - aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges,
  - la part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au e) du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503012-DE

Date de mise en ligne :

Afin de conclure un tel accord local, les communes membres de la communauté doivent approuver une composition du conseil communautaire de la communauté de communes respectant les conditions précitées, par délibérations concordantes. De telles délibérations devront être adoptées au plus tard le 31 août 2025 par les deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres de la communauté, représentant la moitié de la population totale de la communauté ou l'inverse, cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres de la communauté.

- A défaut d'un tel accord, le préfet fixera selon la procédure légale dite de droit commun, le nombre de sièges du conseil communautaire de communauté à 34 sièges, qu'il répartira conformément aux dispositions des II, III, IV et V de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Au plus tard au 31 octobre 2025, par arrêté préfectoral, le préfet fixera la composition du conseil communautaire de la communauté de communes, conformément à l'accord local qui sera conclu, ou, à défaut, conformément à la procédure légale dite de droit commun.

Le Maire indique au conseil municipal qu'il a été envisagé de conclure, entre les communes membres de la communauté un accord local, fixant à 42 le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté, réparti, conformément aux principes énoncés au 2° du Ide l'article L.5211-6-1 du CGCT, de la manière suivante :

Communes	Population municipale	ACCORD LOCAL	
	INSEE au 01/01/2025	Nbre de sièges	
Lesneven	7 471	10	
Ploudaniel	3 738	5	
Le Folgoët	3 290	5	
Kerlouan	2 028	3	
Guissény	1 974	3	
PlounéourBrignogan Plages	1 955	3	
Plouider	1 801	3	
Kernilis	1 418	2	
Saint-Méen	941	2	
Saint-Frégant	870	2	
Kernouës	660	1	siège de droit non modifiable
Trégarantec	628	1	siège de droit non modifiable
Goulven	439	1	siège de droit non modifiable
Lanarvily	406	1	siège de droit non modifiable
TOTAL CLCL	27 619	42	

Total des sièges répartis : 42

Envoyé en préfecture le 02/06/2025
Reçu en préfecture le 02/06/2025
Publié le 02/06/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503012-DE

Date de mise en ligne :

Il est donc demandé au conseil municipal de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, fixer, en application du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT, le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire de la communauté de Communauté Lesneven Côte des Légendes.

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour »,
Article 1 : Décide de fixer à 42 le nombre de sièges du conseil communautaire de la Communauté Lesneven Côte des Légendes.
Article 2 : Autorise monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

À Guissény, le 27 mai 2025
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance,
Joël PASCOËT

Envoyé en préfecture le 28/05/2025
Reçu en préfecture le 28/05/2025
Publié le 28/05/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503014-DE

Date de mise en ligne :

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/25-03014

Date d'envoi de la convocation : 21 mai 2025

Nombre de membres en exercice	= 13
Présents	= 10
Votants	= 12

RÉUNION DU 27 MAI 2025

Déclassement et cession du domaine public communal

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à vingt-heures-trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUÉRINETGérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, JoëlPASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT,formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRÈS donnant respectivement procuration à Herveline CABON et Gérard LE GUEN.

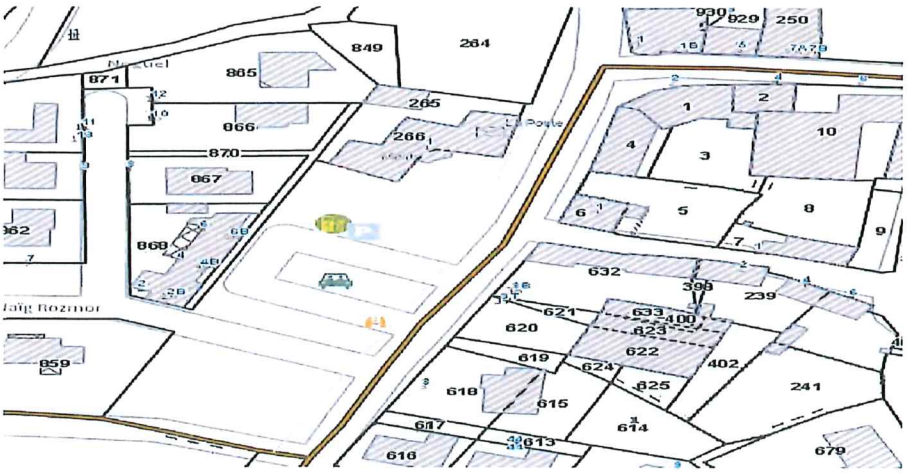
Absent : Jean-Claude LE BIDEL

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. JoëlPASCOËT a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Jean-Louis BONDU, adjoint au maire en charge de « Cadre de vie, économie et urbanisme », indique à l'assemblée que la commune est propriétaire du site « aire de camping » situé à côté de la mairie. Il est classé dans le domaine public communal.

Pour rappel, le domaine public est par définition inaliénable et imprescriptible (article L.3111-1 du code général de la propriété des personnes publiques – CG3P). L'occupation privative du domaine public nécessite la délivrance d'une autorisation par l'administration gestionnaire (L.2122-1 du CG3P). Aussi, en l'absence d'un tel titre (qu'il n'ait pas été sollicité, accordé ou soit désormais expiré), l'occupation du domaine public est irrégulière et constitue un empiètement.



La commune est sollicitée par Mme LINSOLAS afin de relocaliser la pharmacie sur ce terrain. Ainsi, il est nécessaire de faire appel à un géomètre afin d'obtenir un plan d'arpentage pour établir les limites d'une parcelle cadastrale lors d'une division, réunion, ou modification parcellaire. Il permet aussi de mettre à jour le cadastre. Puis lorsque ce plan sera établi, il sera proposé à l'assemblée d'approuver le déclassement du domaine public communal de ce terrain pour le faire entrer dans le domaine privé communal.

Envoyé en préfecture le 28/05/2025
Reçu en préfecture le 28/05/2025
Publié le 28/05/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503014-DE

Date de mise en ligne :

Une fois cette régularisation administrative effectuée, il est proposé à l'assemblée de céder la parcelle à Mme LINSOLAS pour le prix de 25€/m², charge des frais annexes (géomètre, notaire,...) au bénéficiaire de la vente.

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour,

Article 1 : Accepte de faire appel à un géomètre afin de faire un plan d'arpentage du terrain.

Article 2 : Donne pouvoir au Maire pour ensuite déclasser le terrain et le faire entrer dans le domaine privé communal, en ayant recours si besoin à une consultation au préalable.

Article 3 : Fixe le prix de vente à 25€/m², frais en sus. Il est précisé qu'afin d'éviter la spéculation, la vente est effectuée sous condition que ce qui est réalisé sur le terrain est à l'usage de service de type pharmacie et reste au service de la population pour une durée de 15 ans à la date du parfait achèvement.

À Guissény, le 27 mai 2025
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance,
Joël PASCOËT

Date de mise en ligne :

Envoyé en préfecture le 28/05/2025
Reçu en préfecture le 28/05/2025
Publié le 28/05/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503015_1-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY
N°CM/25-03015-1

Date d'envoi de la convocation : 21 mai 2025

Nombre de membres		
en exercice	= 13	
Présents	= 10	
Votants	= 12	

RÉUNION DU 27 MAI 2025

Cession sur les parcelles AT 0498 - 0496

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à vingt-heures-trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUÉRINETGérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, JoëlPASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT,formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRÈS donnant respectivement procuration à Herveline CABON et Gérard LE GUEN.

Absent : Jean-Claude LE BIDEL

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Joël PASCOËT a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire rappelle que par délibération N° CM24-03016 du 24 juillet 2024, la commune s'était engagée à acquérir le hangar dans lequel le garage GUIZIOU exerce son activité de carrosserie et à céder une partie du terrain jouxtant le service technique. Monsieur Olivier GUIZIOU, propriétaire et exploitant du garage GUIZIOU souhaitant regrouper l'ensemble de ses activités sur un même site dans la zone d'activité de LANVIAN.

Après avis des domaines, il est proposé de céder au garage GUIZIOU, ou son représentant, l'assiette nécessaire à l'exécution de son permis de construire au prix de 25€/m² et d'acquérir le hangar pour le montant de 175 000€ net vendeur.

Les frais inhérents à ces cessions seront respectivement à la charge du bénéficiaire de chaque opération.

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour »,

Article 1 : Accepte la cession partielle des parcelles AT 0498 et AT 0496 au bénéfice du Garage GUIZIOU ou son représentant pour un prix de vente de 25€/m² net vendeur.

Article 3 : indique que les frais d'actes seront supportés par le bénéficiaire de celle-ci.

À Guissény, le 27 mai 2025
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance,
Joël PASCOET

Date de mise en ligne :

Envoyé en préfecture le 28/05/2025
Reçu en préfecture le 28/05/2025
Publié le 28/05/2025
ID : 029-212900773-20250527-CM2503015_2-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/25-03015-2

Date d'envoi de la convocation : 21 mai 2025

Nombre de membres en exercice	= 13
Présents	= 10
Votants	= 12

RÉUNION DU 27 MAI 2025

Acquisition parcelle AS 0424

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à vingt-heures-trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUÉRINET, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ et Jérémy JAFFRÈS donnant respectivement procuration à Herveline CABON et Gérard LE GUEN.

Absent : Jean-Claude LE BIDEL.

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Joël PASCOËT a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire rappelle que par délibération N° CM24-03016 du 24 juillet 2024, la commune s'était engagée à acquérir le hangar dans lequel le garage GUIZIOU exerce son activité de carrosserie et à céder une partie du terrain jouxtant le service technique. Monsieur Olivier GUIZIOU, propriétaire et exploitant du garage GUIZIOU souhaitant regrouper l'ensemble de ses activités sur un même site dans la zone d'activité de LANVIAN.

Après avis des domaines, il est proposé d'acquérir le hangar pour un montant de 175 000€ net vendeur.

Les frais inhérents à l'acquisition seront à la charge de la commune.

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 12 voix « pour »,

Article 1 : Accepte l'acquisition de la parcelle AS 0424 et de son immeuble pour un montant de 175 000€ net vendeur,

Article 2 : Mandate monsieur le maire ou son représentant, à procéder à toute signature en ce sens, y compris la signature de l'acte d'acquisition, étant précisé que les frais d'actes à l'acquisition seront à la charge de l'acquéreur.

À Guissény, le 27 mai 2025

Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance,
Joël PASCOET